

The Moroccan University and the Tradition-Modernity Dilemma

Ahmed Boulakhrif¹

Faculty of Letters and Human Sciences,
Moulay Ismaïl University, Meknès, Morocco,

Science Step Journal / SSJ

2025/Volume 3 - Issue 9

To cite this article: Boulakhrif, A. (2025). Moroccan Universities and the Tradition-Modernity Dilemma. Science Step Journal, 3(9). 93-129. <https://doi.org/10.5281/zenodo.15782661> ISSN: 3009-500X.

Abstract

Moroccan society has yet to embrace Modernity as a value system. The university, which is supposed to become the engine of social change, is perplexed. Educational policies anticipate the so-called “positive” reconciliation of Traditional and Modern values. Restricting the latter to technical aspects, or imitation and duplication without appropriation, sends academic values into a tailspin. Attempting to combine the unalterable means postponing the imminent imperative of the modern human condition. Discordance seems to guide the state of mind of academics, in this case, students, and deformity sits where clarity, innovation, and emancipation should guide student youth towards the Enlightenment of intellect and scholarship. This article aims to answer a central question: how do university students reconcile the values of Tradition with the values of Modernity? To this end, the methodology is based on a descriptive quantitative analysis of student responses. Incompatibility, aspiration to other axiological worlds, inefficiency, heartbreak, and dissonance are, among others, major qualifications of a “forced” conciliation of values in an insoluble dilemma. This study questions the value system underpinning Moroccan higher education. If the performance of Moroccan universities is condemned to plenary mediocrity, or even reprehensible inhibition, this is due, above all, to the values that govern them.

Keywords

University, values, students, conciliation, Tradition, Modernity

¹ a.boulakhrif@edu.umi.ac.ma

Université Marocaine et le Dilemme de la Tradition-Modernité

Ahmed Boulakhrif

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,
Université Moulay Ismail, Meknès, Maroc

Resumé

La société marocaine n'a pas encore accédé à la Modernité perçue en tant que système de valeurs. L'université censée se convertir en moteur de changement social est en état de perplexité. Les politiques éducatives anticipent la conciliation dite « positive » entre valeurs de Tradition et valeurs de Modernité. Restreindre cette dernière à des aspects technicistes ou à des opérations d'imitation et de duplication sans appropriation précipite les valeurs des universitaires dans le mur. Tenter d'allier l'inalliable consiste à remettre à plus tard l'impératif imminent de la condition humaine moderne. La discordance semble orienter l'état d'esprit des universitaires, en l'occurrence les étudiants ; et la difformité siège là où la clarté, l'esprit d'innovation, et l'émancipation doivent guider la jeunesse estudiantine vers les Lumières de l'intellect et de l'érudition. L'objectif de cet article est de répondre à une question centrale : comment les étudiants universitaires réconcilient-ils des valeurs de la Tradition avec des valeurs de la Modernité ? Pour ce faire, la méthodologie repose sur une analyse quantitative descriptive des réponses des étudiants. Incompatibilité, aspiration à d'autres mondes axiologiques, inefficience, déchirement, et dissonances sont, parmi d'autres, des qualifications majeures d'une conciliation « forcée » de valeurs dans un dilemme insoluble. La présente étude met en question le système des valeurs sous tendant l'enseignement supérieur marocain. Si les performances de l'université marocaines sont condamnées à la médiocrité plénière, voire même à l'inhibition répréhensible, c'est consécutif, avant tout, aux valeurs qui la régissent.

Mots clés

Université – valeurs – étudiants – conciliation – Tradition – Moder

Introduction:

Dans cet article, il s'agit de mettre sur la sellette à l'un des fondements du système éducatif marocain en matière des valeurs et des finalités. Il est question, de façon précise, de la tentative de « concilier avec force » valeurs de Tradition et valeurs de Modernité. En outre, il est impérieux de préciser que tout processus de changement social, lequel indissociable de l'accès à la Modernité, passe par l'éducation et la formation. Depuis que celle-ci est l'action exercée par les générations qui sont mûres sur celles qui ne le sont pas encore, ces dernières ne pardonneraient point toute estimation contrefaite d'une action déterminante mais rendue aberrante ou absurde, alors qu'il fallait faire autrement, de manière meilleure. Éduquer, dès lors, ça oblige.

Comme l'éducation et la formation sont, de plus en plus, question de politiques publiques; et compte tenu que la vocation de toute recherche sociologique est de dénaturiser les réalités sociales et disséquer les actions en cours, la présente feuille s'efforce à manifester les formes de cette conciliation forcée de valeurs qui, a priori, ne sont assimilables que dans la mesure où elles sont hétéroclites. Elle vise à dévoiler les dimensions de cette conciliation de valeurs de Tradition et de valeurs de Modernité chez les étudiants universitaires marocains tout en soulignant l'impact de l'appartenance disciplinaire et institutionnelle sur la nature des valeurs sociales ratifiées.

Tradition et Modernité: bifurcation de choix sociétaux

Suivant une conception statique et immaculée de la tradition, serait traditionnel tout élément culturel (valeur, norme, manière de table, technique...) que des générations actuelles ont reçu des générations précédentes et que celles-ci sont prêtes, à leur tour, à transmettre aux générations futures. Agir par tradition, c'est manifester le respect, la soumission à l'autorité du passé. C'est ce que Weber appelle en parlant du fondement de la légitimité traditionnelle, l'autorité de l'« éternel hier », « c'est-à-dire celle des coutumes sanctifiées par leur validité immémoriale et par l'habitude enracinée en l'homme de les respecter » (Weber, 1959, p.126).

En contrepartie, la modernité en tant que , notamment, vision intellectuelle du monde, identifiée comme une créature de l'occident par excellence, n'est qu'un dépassement de la tradition, dans un processus naturel, à l'inverse de ce qui est le cas des pays et des communautés où le système de valeurs était fondé avant la colonisation sur la tradition, particulièrement, sur la religion, et où les processus de modernisation consistaient en une simple importation surfacique, illusoirement trompeuse de cette modernité. Dans les faits, ce n'est que le reflet d'une « sournoiserie » de la Modernité, le fait de croire pouvoir concilier l'inconciliable, c'est-à-dire d'essayer d'accommoder des valeurs de la Tradition à celles de la Modernité dont le rapport est un rapport de conflictualité (Ech'cheikh, 2007).

À en juger par ces constats, les curricula marocains en rapport avec l'éducation aux valeurs non seulement s'avèrent aporétiquement disproportionnés aux évolutions cognitives, institutionnelles et législatives universelles mais ils pâtissent d'un fort décalage entre la pratique et les discours concernant les valeurs au sein du système éducatif marocain, en même temps qu'un manque de clarté, et d'incohérence en matière du système des valeurs scolaires. Il en découle alors, noir sur blanc, une distorsion des représentations, des attitudes et des comportements des étudiants marocains (Maroc, CSEFRS, 2017, pp. 9-10). Et c'est pourquoi, par ailleurs, qu'au Maroc, les chances d'innovation, de créativité, d'épanouissent et de bien-être de la jeunesse sont minimes et largement en deçà des attentes (Maroc, CESE, 2022, pp. 33-34).

En outre, Dire que le système d'éducation, de formation et de recherche scientifique au Maroc repose sur le principe de la religion (islamique) qui a une influence déterminante sur son évolution (Maroc, Loi-cadre 51-17 : Éducation, 2019 & Maroc, Loi 01-00 : Enseignement supérieur), aurait besoin, en fait, de nier que ce principe est ainsi mis en avant pour le maintien d'une totalité globalisante, régulatrice et conservatrice ; et de désavouer qu'elle est manipulée pour bloquer la modernité et la modernisation qui sont pourtant loin de dominer la société marocaine, mais surtout pour éviter, pour le compte des élites dirigeantes, les problèmes relatifs au choix de société (Bentahar, 2002, pp. 234-237). En attendant, le silence des élites, c'est cette profonde contradiction culturelle qui travaille la société marocaine confinée entre sa propre pratique ouverte sur la modernité et les injonctions du religieux (Maroc, HCP, 2005, p. 67).

Intérêt de la recherche

La présente étude censée enquêter sur des valeurs de la Tradition et des valeurs de la Modernité chez les étudiants universitaires marocains permet de sortir des simples impressions ou affirmations spontanées sur leur devenir, servant aussi de tremplin pour celui de toute la société. Notre objectif n'est pas de juger les évolutions pour affirmer que certaines sont bonnes et d'autres mauvaises, encore moins de les postuler en fonction des idéaux. Nous avons simplement voulu utiliser le plus méthodiquement possible le matériau disponible pour mieux comprendre les dynamiques des étudiants universitaires, analysées par leurs valeurs.

À notre connaissance, à l'exception de l'étude de R. Bourqia, M. El Harras et D. Bensaid (Bourquia et al., 1995); et de celle qui a été faite sur la jeunesse universitaire Meknessie, par A. Ouard (Ouard, 2009), il n'y a point d'étude en matière des valeurs, appliquée à des étudiants universitaires, c'est ainsi qu'elle vient combler un vide estimé remarquablement influent. En général, les études qui ont pour objet la dynamique des valeurs sont restées rares et partielles, et celles sur l'évolution des représentations et des valeurs des marocains sont presque inexistantes (El Harras et al., 2006, p. 62). Dans le même sens, des enquêtes nationales sur les valeurs manquent terriblement (Rachik et al., 2005, p. 7).

Ce travail, focalisé sur les valeurs de la Tradition et celles de la Modernité, fournit également une clé de lecture permettant d'analyser ce qui se passe aujourd'hui à l'égard des dynamiques des étudiants, dans une institution motrice de changement social; en engageant la réflexion autour d'un concept permanemment expressif qu'est celui des valeurs. En d'autres termes, il s'agit d'aller au-delà du regard global transmis par les discours sociaux et les médias, voire par les discours officiels, conçus parfois implacablement fatals, des services se chargeant de l'élaboration et de l'exécution des politiques publiques en éducation. C'est aussi parce que « Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. » (Durkheim, 1991, p. 39).

Pour la bonne raison que le système des valeurs traditionnelles profondément imprégné par le modèle théologique et par la mobilisation du passé côtoie des valeurs d'épanouissement fondées sur le droit à la liberté de pensée et sur un individualisme à la fois émancipateur et émancipatoire; il en surgit une discordance qui nourrit et continuera à nourrir un modèle de réflexion et d'action paradoxant et paradoxal, ce qui pose la question de la nécessité d'une clarification sociologique du rapport de la tradition à la modernité à l'aune des valeurs.

Cette recherche ne prétend pas fournir une loi générale ou un modèle unique doté d'unanimité, mais tente d'apporter une analyse spécifique sur un phénomène complexe et cherche à élargir le champ de réflexion y afférent. Elle propose également de repérer les bordures d'un système de valeurs décidé « croisé » alors que parler de la Modernité c'est avant tout parler d'un processus naturel qui doit atteindre au premier lieu les structures intellectuelles et culturelles des individus, d'où l'importance d'apporter des nuances sur ce dilemme. Enfin, cette recherche a pour but d'apporter un regard scientifique tout en restant proche de la réalité du terrain.

Problématique

Le curriculum marocain de l'éducation appuie ses assises sur trois entrées à caractère transversal: l'éducation aux valeurs, l'approche par les compétences, et l'éducation au choix. Pour sa part, *le système éducatif marocain se fonde sur les principes et les valeurs de la foi islamique. Il vise à former un citoyen vertueux, [...], ouvert à la science et à la connaissance et doté de l'esprit d'initiative, de créativité et d'entreprise. Il participe au développement général du pays, fondé sur la conciliation positive entre la fidélité aux traditions et l'aspiration à la modernité. Il assure une interaction dynamique entre le patrimoine culturel du Maroc et les grands principes universels des droits de l'Homme et du respect de sa dignité* » (Maroc, Charte Nationale d'Éducation et de Formation, 1999).

Par ailleurs, la loi n° 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur au Maroc indique que celui-ci est *dispensé dans le cadre du respect des principes et valeurs de la foi islamique qui président à son développement et à son évolution ; qu'il est ouvert à tous les citoyens remplissant les conditions requises sur la base de l'égalité des chances ; et qu'il est exercé selon les principes des droits de*

l'Homme, de tolérance, de liberté de pensée, de création et d'innovation, dans le strict respect des règles et des valeurs académiques d'objectivité, de rigueur scientifique et d'honnêteté intellectuelle (Maroc, Dahir 1.00.199, enseignement supérieur, 2000).

Comme la religion islamique est un credo central autour duquel pivote ce patrimoine culturel, ce qui implique une décélération, voire une désactivation de la liberté de penser ; et du moment où le droit à penser est un des fondements constitutifs de ces droits, considérés d'ordre naissant de la modernité selon l'article 18 de la « Déclaration universelle des droits de l'homme² » dont le Maroc est l'un des signataires ; et en partant de l'idée que l'individu démocratique veut être son propre souverain, du coup il tend à refuser les contraintes héritées de la tradition (Schnapper, 2011); d'où est-ce qu'elle naîtra cette « conciliation positive » susdite ? Et quelle(s) forme(s) prendra-t-elle?

La « conciliation positive », telle qu'elle est conçue par le système éducatif marocain, c'est-à-dire en raccordant le dévouement aux traditions et l'appétence pour la modernité masque les enjeux d'un choix problématique. Il est temps peut être d'admettre que le dilemme de l'État au Maroc et dans le monde arabe est de concilier entre la Modernité et la Tradition, deux modes de pensée diamétralement opposés au niveau de la cosmogonie et partant de la source des droits (Chraïbi, 2013), et il est temps également d'exposer au grand jour certains intérêts stratégiques derrière la prise de la Modernité comme référence normative.

D'une part, le sensationnalisme social contribue à entreprendre le processus de la modernité en aspects de technicité ou de contemporanéité, le réduisant ainsi à une conceptualisation à la fois matérialisante et matérialiste ancrée dans une temporalisation démunie de sens. D'autre part, l'action publique veut que cette conciliation aboutisse à un double objectif: se mettre en situation adéquate aux emprises internationales, et à l'obligation de sujétion juridique au gré de la modernité à travers le recours aux valeurs universelles consignées par les conventions et les instances internationales sans renoncer, toutefois, aux exigences venues de l'intérieur qui constituent la toile de fond des enjeux politiques chez- soi.

En partant du constat que les valeurs de la Modernité sont en état de conflictualité, voire d'antinomie avec celles de la tradition, il sera incontestablement logique de se demander sur une telle possibilité de médiation entre ces deux pôles; désormais, nous arrivons à la question de recherche de ce travail: *Le système éducatif marocain entrevoit la conciliation « positive » de la fidélité aux traditions avec l'aspiration à la modernité. Les valeurs de la Tradition et les valeurs de la Modernité appartiennent à deux registres axiologiques antithétiques et cette conciliation a pour effet un décalage et une dissonance de valeurs chez les étudiants (universitaires).* À partir de la problématique exposée ci-dessus, nous formulons la question centrale de la recherche: *Comment*

² Cet article prévoit que : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

est-ce que les étudiants universitaires concilient-ils des valeurs de la Tradition avec des valeurs de la Modernité?

Ce faisant, d'autres interrogations se présentent. Dans quelle mesure les valeurs de la population enquêtée tendent-elles vers la Modernité? Est-ce qu'il y a une configuration de cette « conciliation positive » qui pourrait être, par exemple, « négative »? Pourquoi ne pas procéder à la laïcisation de l'éducation et de l'enseignement public, au Maroc?

Une hypothèse générale et cinq sous-hypothèses dirigent le présent travail. Comme hypothèse générale, nous supposons que *les valeurs des étudiants universitaires oscillent en va-et-vient, avec complexité, entre des valeurs de la Modernité et des valeurs de la Tradition selon attitude pragmatique et stratégique*. Pour ce qui est des sous-hypothèses, nous pensons qu'il n'y a pas de rupture entre les valeurs de la Tradition et les valeurs de la Modernité chez les étudiants universitaires. Nous supposons également que *leurs valeurs relevant de la religion tendent vers la sécularisation*. Nous nous attendons aussi à ce que *leurs valeurs par rapport à la famille soient encore attachées à la Tradition*. Nous pensons ensuite que *les valeurs des étudiants tendent vers un manque d'autonomie et d'individualisation*, et enfin, nous supposons qu'ils manifestent du désintérêt pour la participation politique.

Objectifs de l'étude

La réflexion autour de ce sujet amène à se questionner d'abord, sur la possibilité d'un tel mariage entre des valeurs de la Tradition et des valeurs de la Modernité, puis sur des formes de configuration de cette association et ensuite sur ses influences, génératrices de dynamiques variées qui agissent le champ des valeurs des étudiants universitaires. Cette approche peut être utile pour explorer les tensions qui existent entre Tradition et Modernité, en particulier quand la thématique des valeurs se situe au centre. S'interroger sur les modalités des tendances axiologiques qui opèrent les convictions et les comportements des enquêtés permet de découvrir les enjeux sous-jacents à une thématique qui constitue une facette importante du monde social, intra et hors universitaire.

Le premier objectif de la recherche est donc d'esquisser des préférences des valeurs de la Tradition et/ou de la Modernité qui encadrent l'action chez les étudiants universitaires. Aussi sera-t-il le cas de se pencher sur une analyse du « désenchantement du monde en version marocaine » (Rivet, 2012). Sera aussi considéré l'effet de certains déterminants sociaux sur l'adhésion à l'une ou à l'autre catégorie de valeurs. Le but est d'apprécier, outre la variable filière d'études, les variations des valeurs selon les déterminants sociaux (milieu de résidence: urbain/rural, âge, sexe, niveau scolaire des parents et classe sociale).

Le dernier objectif s'inscrit dans l'ordre d'examiner empiriquement un fondement primordial sur lequel se tient notre système éducatif, c'est-à-dire l'éducation à des valeurs *a priori* contradictoires. Ceci permettrait de donner des conclusions découlant du terrain qui valideront ou pas les hypothèses avancées. De même, ceci émerge en tant qu'expérimentation visant à saper ou, à l'inverse, consolider ce fondement.

Domaines de l'étude

Cinq domaines ont été construits pour l'étude des valeurs des étudiants universitaires avec, pour chaque domaine, des items interpellant le champ axiologique de la Modernité et des items prescrivant un recours aux valeurs de la Tradition. Il s'agit de : 1- Attitudes et dispositions. 2- Rapport à la religion. 3- Rapport à la famille. 4- Autonomie et individualisation. 5- Intérêt et participation politiques. Les concepts de ces cinq domaines construits ont été opérationnalisés en questions ou items référant tantôt à la Tradition, tantôt à la Modernité. Quoique l'outil de collecte d'informations engagé dans les cinq domaines (le questionnaire) ne permette pas d'investiguer les concepts de chaque domaine en profondeur, il nous fera possible, en revanche, de reconnaître les préférences et les tendances de la population étudiée à l'égard des valeurs enquêtées. Ceci nous permettra ensuite de vérifier si une cohérence d'ensemble se dessine pour révéler de telle structure sous-jacente. Le tableau ci-après représente une indication récapitulative du questionnaire:

Section	Catégorie
Talon sociologique (10 questions, de 1 à 10)	Sexe-âge-filière d'études-niveau scolaire des parents-situation matrimoniale- lieu de résidence
Attitudes et dispositions (3 questions, de 11 à 13)	Orientation future de la société marocaine
	Ordre d'importance de problèmes liés aux valeurs sociales au Maroc
	Approbation/désapprobation d'assertions-valeurs
Rapport à la religion/religiosité (3 questions, de 14 à 16)	Signification de base de la religion
	Tolérance, religion Vs science
	De la possibilité de laïcisation de la vie politique au Maroc
Rapport à la famille (3 questions, de 17 à 19)	Priorités en rapport avec l'éducation des enfants
	approbation/désapprobation de situations de genre et de sexualité
	Rapports familiaux décrits en situations
Degré d'autonomie et d'individualisation (6 questions, de 20 à 25)	Portraits de personnalités référant à des valeurs de Tradition/Modernité
	Auto-reconnaissance affective, juridique et sociale
	Potentialité d'avoir son mot dans la vie politique
	Estimation de liberté et de degré de contrôle sur sa propre vie
	Opportuniste de planification de son avenir

	Estimation de son état de bonheur
Intérêt et participation politiques (7 questions, de 26 à 32)	Participation dans des formes d'action politique/civique
	Adhésion à des organismes bénévoles
	De la démocratisation du système politique au Maroc
	Choix et options de pouvoir politique au Maroc
	Équitabilité des chances de participer à la vie politique au Maroc
	De la démocratisation des intérêts civiques au Maroc
	De la transparence des décisions politiques au Maroc

Repères terminologiques

Cette partie est dédiée à l'identification des notions et des concepts-clés de l'étude. Nous nous contenterons de définitions succinctes et opérationnelles des concepts de la question centrale et du champ thématique, visant à dépasser des postulats implicites. Dans l'ensemble, quatre concepts seront déterminés. *Concilier/conciliation* indique l'action de trouver un rapprochement entre des choses diverses, des intérêts opposés. C'est aussi le fait de rendre les choses compatibles (Dictionnaire encyclopédique LAROUSSE, 2002, p.353). Le mot *valeur* s'emploie, dans toutes ses acceptions, soit au sens abstrait, à savoir avoir une valeur, avoir de la valeur; soit au sens concret, à savoir être une valeur (Dictionnaire de la philosophie d'André Lalande).

Les *valeurs* sont la représentation synthétique des convictions et des conduites qui sont considérées comme importantes. Elles sont aussi « des idéaux collectifs qui définissent dans une société donnée les critères du désirable: ce qui est beau et laid, juste et injuste, acceptable ou inacceptable. Ces valeurs sont interdépendantes. Elles forment ce que l'on appelle des « systèmes de valeurs », elles s'organisent pour former une certaine vision du monde (Étienne et al., 2004). Le terme *moderne/modernité* est confus. Il connote globalement toute une évolution historique et un changement de mentalité. Il n'est stable et irréversible que comme système de valeurs, comme mythe. Et dans cette acception, il faudrait l'écrire avec une majuscule: la Modernité. En cela, elle ressemble à la Tradition (Dictionnaire Universalis).

Le propre de la Modernité n'est donc ni un stade d'évolution, ni un mode de production, ni un pacte politique, ni un rapport à la culture, ou plutôt, il est tout cela à la fois, mais ancré dans une réalité de base plus profonde et plus durable; et que l'inscription dans un nouvel ordre humain ne saurait être une simple opération d'imitation ou d'assimilation. Elle relève de processus de diffusion et d'appropriation (Côté, 2015). Ce propre caractérise un moment de l'histoire perçu comme unique et singulier, source de confiance et d'espoir qui promet l'émancipation à l'égard du passé, de la tradition et de la nature. Cette Modernité n'a, certes, pas de lois mais elle est au moins explorable; on peut s'y rendre compte en maints points d'observation: la modernisation intellectuelle, économique et technique; les modernités culturelles; le façonnement des identités (individuelle,

sexuée, sociale, locale et nationale, raciale) ; l'émancipation politique ; l'État et la société civile (Fureix et al., 2015).

Le terme *tradition* indique la transmission de faits historiques, de doctrines religieuses, de légendes, etc., d'âge en âge par voie orale et sans preuve authentique et écrite. Les faits mêmes ainsi transmis. Beaucoup de traits d'histoire ne sont que de fausses traditions. Particulièrement, dans l'Église catholique, transmission de siècle en siècle de la connaissance des choses qui concernent la religion et qui ne sont point dans l'Écriture sainte (Dictionnaire numérique Littré).

Traditionalisme indique l'attachement à la tradition. Doctrine d'après laquelle on doit conserver les formes politiques et religieuses traditionnelles, lors même qu'on ne saurait les justifier intellectuellement, parce qu'on les considère comme l'expression légitime et la révélation spontanée des vrais besoins d'une société, la libre critique qu'en fait la raison étant nécessairement superficielle, inadéquate et, par suite, malfaisante (Dictionnaire de la philosophie d'André Lalande). La pensée des sociétés comme la nôtre se caractérise par le manque de perspective historique et d'objectivité. Aussi ne put-elle jamais offrir de la tradition qu'une lecture fondamentaliste qui transcendantalise le passé, le sacralise et cherche à en extraire des solutions toutes faites aux problèmes du présent et du futur (Mahfoud, 1994, p. 46).

Repères sociologiques

Martuccelli (1999) nous apprend que les sociologies de la modernité reflètent une conscience historique de décalages permanents, elles cherchent, les unes et les autres, à rendre compte de l'expérience directe de l'homme moderne à travers trois grandes figures de désajustements : la différenciation sociale (É. Durkheim, T. Parsons, P. Bourdieu, N. Luhmann) ; la rationalisation, accréditée ou désapprouvée (M. Weber, N. Élias, H. Marcuse, M. Foucault, J. Habermas) ; la condition moderne (G. Simmel, l'École de Chicago, E. Goffman, A. Touraine, A. Giddens). Parallèlement, la condition sociale moderne souligne un ensemble de dynamiques inévitables et problématiques : production, consommation, travail, institutions, médias, engagements et appartenances, sociabilités, individus. Elles marquent toutes de profondes tensions de singularités en commun (Martuccelli, 2017).

Durkheim, au nom de la 1^{ère} des trois matrices susdites, prouve un grand soupçon envers la métaphysique. Il voit pratiquement en elle l'image de l'antiscience. En effet, elle part de certitudes *a priori* tandis qu'on parvient à la vérité scientifique après de longues recherches, et ses concepts ne correspondent à rien de réel. Dans le souci de cerner les contours d'une morale durkheimienne laïque réclamant la rébellion contre la tradition morale et tendant à l'individualisation et à la rationalisation, et si les sociétés modernes se sentent avec plus de force la nécessité d'une éducation morale entièrement rationnelle, c'est parce qu'elles sont devenues plus rationalistes. Or,

le rationalisme n'est qu'un aspect de l'individualisme³ : il en est l'aspect intellectuel. Ainsi, sentir le besoin de libérer la pensée individuelle équivaut, généralement, au besoin de libérer l'individu. Le traditionalisme très développé exclut toujours plus ou moins les mouvements propres de l'individu (Durkheim, 1897) ; et on le sait, l'individualisme ne cesse de combattre la servitude intellectuelle⁴.

Au titre de la seconde matrice (la rationalisation), celle-ci définit par la même occasion une caractéristique dédiée à l'occident et l'arrière fond de la modernité. La rationalisation identifie l'expansion de la coordination, de la planification, de la prévision croissante dans toutes les sphères de la vie sociale (de l'économie au droit, de la politique à l'art). Elle laisse libre cours à une préoccupation cachée : comment parvenir à se présenter la possibilité d'une autonomisation humaine dans la trainée du désenchantement du monde⁵. Deux éléments clés sont retenus par Weber : le développement de l'État et du droit, et l'économie capitaliste. Ceci comprend deux domaines qui, à l'époque moderne, ont été soumis à des dynamiques de rationalisation très puissantes : l'affectivité et les traditions y ont été évincées ; le calcul, la prévision et le formalisme, l'optimisation des moyens en vue de buts s'y sont constamment affinés.

Pour le compte de la 3^{ème} matrice (la condition moderne), l'objet central de l'analyse sociologique porte sur l'inquiétude originaire propre à la modernité. Giddens s'attache aux changements importants que connaissent nos sociétés depuis les années 1960, changements qu'il désigne par les termes « globalisation » ou « modernité tardive » ou encore « modernité radicale ». Si la modernité radicale se caractérise, du point de vue du rapport à l'espace, par un désenchantement de l'individu par rapport au lieu où se déroulent les interactions, elle se caractérise, de manière similaire, du point de vue du rapport au temps, par une libération, un dégagement par rapport à la tradition. Celle-ci se repère, chez Giddens, par cinq caractéristiques : la répétition, les rituels, la transmission, la certitude, et l'institutionnalisation. Giddens admet que la modernité a combattu la tradition, mais il est aussi d'avis que ce combat n'a obtenu que des succès mitigés. De plus, la modernité, tout en combattant certaines traditions, en a recréé d'autres⁶.

³ Durkheim dans *L'individualisme et les intellectuels* (1898), monte bien que le sens de l'individualisme tel qu'il le conçoit, ne doit pas être confondu avec l'utilitarisme étroit ou l'égoïsme utilitaire de Spencer et des économistes, pense-t-il. Il est plutôt celui de Kant et de Rousseau, celui de la Déclaration des droits de l'homme, prônée par la Révolution française.

⁴ Si le récit européen des Lumières n'a cessé de condamner les abus de l'Église catholique et de l'absolutisme monarchique, il serait presque incompréhensible que les discours traditionnels de l'histoire arabo-musulmane s'abstiennent bec et ongles de toute qualification de cette histoire comme d'être « sombre ou violente ».

⁵ Cette idée renvoie précisément aux notions de « démagification du monde » ou de « désensorcellement ». Par commodité, l'emploi de « désenchantement du monde » s'est imposé. Le désenchantement vient de l'épuisement du pouvoir, que possédaient jadis les religions, de déterminer de manière significative les pratiques sociales et de donner sens à notre expérience globale du monde.

⁶ Cette idée nous rappelle encore celle avancée par Edgar Morin « Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, 1999 » sur la mort de la modernité (éditions Seuil, p.38) : « si la modernité se définit comme foi inconditionnelle dans le progrès, dans la technique, dans la science, dans le développement économique, alors cette modernité est morte. ».

Au niveau du champ social national, Abdellah Laroui⁷ pense que l'intellectuel arabe contemporain, *a fortiori* le moins ou le non-savant, se laisse emprisonner dans « une antinomie stérile » qu'il résume de la façon suivante : « se moderniser, c'est se trahir ; rester fidèle à soi, c'est mourir à l'histoire. » (Laroui, 1986). Depuis les années 1970, Laroui argumentait que l'idéologie arabe n'arrivant pas à se moderniser en raison de la présence de la tradition ; le recours à l'historicisme constituait alors le moyen pour les intellectuels de surmonter cette dernière. Ainsi, la description des attitudes des intellectuels arabes face à l'occident, donne lieu à une typologie à trois personnages : le clerc, le politicien et le technophile.

La modernité devient par conséquent cette nouvelle façon de considérer le processus historique qui permettra de formuler un autre avenir possible, un avenir d'espoir, plutôt que la réalisation d'un avenir unique prédéfini par d'autres. Il est question donc, en d'autres termes, de respecter cette « Modernité amputée » en affrontant sa peur. Cette peur de la démocratie, fille enfantée de la modernité occidentale, que ceux qui veulent garder le *Qarar* (la décision) dans les pays arabes tentent de toute leur force d'assombrir par l'idée de la peur de l'étrange Occident, d'un *Gharb*, lieu des ténèbres et de l'incompréhensible effrayant (Mernissi, 1991, pp. 21-23). Cela va sans dire, du reste, que la société démocratique se veut autonome, exclusivement humaine, elle n'accepte plus de principe de légitimité hétéronome, qu'il soit de l'ordre de la tradition ou du sacré (Schnapper, 2011).

En contrepartie, Al Jabri⁸ choisit de faire porter son travail sur les entraves inhérentes à la conscience arabe, qui gouvernent l'exercice de la pensée, puis de la raison arabe. Ceci lui est dicté par les conditions spécifiques qui entourent dans la pensée arabe le problème du rapport au *turâth*. Celui-ci n'est pas seulement une « collection de traces du passé », mais bien plutôt un tout culturel qui comprend « une foi, une loi, une langue, une littérature, une raison, une mentalité, un attachement au passé, une projection dans l'avenir, etc. ». Le *turâth* n'est pas le legs d'un père disparu au fils, mais un père toujours présent, vivant dans le fils.

Conception des valeurs

Trois grandes approches permettent d'étudier empiriquement les valeurs. Il s'agit d'une conception des valeurs en science politique, en psychologie sociale, et en management interculturel. Au 1^{er} canevas, il s'agit d'une approche non typologique qui comprend deux axes d'analyse : valeurs traditionnelles *versus* valeurs séculaires et rationnelles ; et valeurs de survie *versus* valeurs d'expression de soi. Cette approche a étudié les différences de valeurs selon

⁷ Historien, romancier, et philosophe marocain, né en 1933.

⁸ Mohamed Abed Al-Jabri (1935-2010), philosophe marocain, spécialiste de la pensée du monde arabe et musulman.

les pays et leurs évolutions⁹. Pour illustrer les résultats de son travail, Inglehart¹⁰, met en avant la situation des pays étudiés selon deux axes, avec, en ordonnée, un positionnement allant des valeurs traditionnelles (liées à l'autorité, à la famille, à la religion, ...) à des valeurs rationnelles modernes (démocratie, innovation, ...); et, en abscisse, un positionnement allant de valeurs de la survie (sécurité, appartenance, ...) à des valeurs d'expression (bien-être, qualité de vie, créativité, ...). Dans le but d'interpréter les résultats obtenus, Inglehart s'appuie en même temps sur la géographie, la religion, l'idéologie, et la langue.

Inglehart oppose les sociétés traditionnelles (matérialistes) aux sociétés développées (post matérialistes). Il considère que des valeurs post-matérialistes de « self-expression », de créativité conduisent à donner la priorité à la protection de l'environnement, à bien tolérer la diversité culturelle, à demander une participation aux décisions politiques, économiques, éthiques, à s'impliquer dans l'éducation des enfants, à aborder les débats de façon tolérante, à cultiver la confiance interpersonnelle, etc. Le développement humain fait donc passer de la contrainte (en bas à gauche) au choix (en haut à droite). La réplication des enquêtes depuis 1970 (eurobaromètres) et depuis 1981 (enquêtes valeurs européennes et mondiales) jusqu'à nos jours avec les mêmes questions, permet de mesurer les valeurs de chaque génération au fil du temps et de montrer que le changement de valeurs est très largement générationnel.

Quant au second canevas (valeurs en psychologie sociale), dès lors que nous pensons à nos valeurs, nous pensons à ce qui nous semble important dans la vie. Chacun de nous accorde des degrés d'importance divers à de nombreuses valeurs (par exemple la réussite, la sécurité, la bienveillance). Une valeur particulière peut être très importante pour une personne et sans importance pour une autre. La théorie des valeurs adopte une conception des valeurs qui leur attribue six caractéristiques principales : 1- elles sont des convictions reliées de manière intrinsèque aux affects, 2- elles se rapportent à des destinées désirables qui stimulent l'action, 3- elles franchissent les actions et les situations spécifiques, 4- elles jouent le rôle de standards ou de

⁹ Le *World Values Survey* (WVS) est un projet international d'enquêtes sur l'évolution des valeurs et des croyances autour du monde. Le projet est porté par un réseau international de chercheurs en sciences sociales présidé par Ronald Inglehart. C'est l'un des plus grands projets d'enquête internationale. Sept vagues de recherche ont été menées depuis 1981, date du début du projet : vague 1 (1981-1984), vague 2 (1990-1994), vague 3 (1995-1998), vague 4 (1999-2004), vague 5 (2005-2009), vague 6 (2010-2014), et vague 7 (2017-2020). La vague 8 (2024-2026) vient de commencer.

¹⁰ Ronald F. Inglehart (1934 - 2021) est un politologue américain. Il est l'auteur majeur de la conception des valeurs en science politique, directeur de World Values Survey, et auteur/coauteur de plusieurs ouvrages dont : *The Silent Revolution* (1977) ; *Culture Shift in Advanced Industrial Society* (1990) ; *(Modernization and Postmodernization* (1997) ; *Modernization, Cultural change, and Democracy : The Human Development Sequence* (2005) ; *Cultural Evolution: People's Motivations are Changing, and Reshaping the World* (2018).

références, 5- elles sont mutuellement triées par ordre de priorité, 6- et enfin l'importance afférente de valeurs variables oriente l'action (Schwartz, 2006).

La théorie des valeurs de base de la personne (1992) en définit dix : autonomie, stimulation, hédonisme, réussite, pouvoir, sécurité, conformité, tradition, bienveillance, et universalisme (Schwartz, 2012)¹¹. Structurées circulairement, elles entretiennent entre elles des relations de compatibilité et/ou d'antagonisme selon la nature de la valeur qui guide l'action dans son rapport avec les autres valeurs. Pour mesurer ces dix valeurs de base, la théorie de Schwartz propose en 2006 deux alternatives: d'une part, le SVS (Schwartz Value Survey¹²) et d'autre part, le PVQ (Portrait Values Questionnaire¹³).

En matière du 3^{ème} canevas, les valeurs culturelles de Hofstede et Minkov (Hofstede et al., 2010) sont d'ordre de six valeurs¹⁴ : distance de pouvoir (*PDI / power distance*), évitement de l'incertitude (*UAV / uncertainty avoidance*), individualisme contre collectivisme (*IDV / individualism versus collectivism*), masculinité envers féminité (*MAS / masculinity versus femininity*), orientation à long terme contre orientation à court terme (*LTO / long-term versus short-term orientation*), et Indulgence contre retenue (*IVR / indulgence versus restraint*)¹⁵. À travers la lentille

¹¹ En 2012, Schwartz réactualise sa théorie des valeurs de base de la personne en construisant 19 valeurs : auto-détermination des pensées, auto-détermination des actions, stimulation, hédonisme, accomplissement, pouvoir-dominance, pouvoir-ressources, «image» publique, sécurité personnelle, sécurité sociétale, tradition, conformité-règles, conformité-interpersonnelle, humilité, bienveillance-fiabilité, bienveillance-soins, universalisme-concertation, universalisme-nature, et universalisme-tolérance.

¹² Cet outil se présente sous forme de deux listes de valeurs. La première comprend 30 items qui décrivent des buts potentiellement désirables sous forme de substantifs ; la seconde comprend 26 ou 27 items qui décrivent des manières d'agir potentiellement désirables sous formes d'adjectifs

¹³ Le PVQ est constitué d'une série de 40 courts portraits décrivant des personnes différentes, de sexe identique à celui de la personne enquêtée. Chaque portrait décrit les vocations, les intentions ou les soucis d'une personne et renvoie implicitement à une valeur de base.

¹⁴ Sur la base des dimensions culturelles de Hofstede, Trompenaars a formulé sept variables pour particulariser les cultures : 1) Universalisme Vs particularisme (la préférence relative pour les règles générales ou les directives spécifiques au contexte et à la relation lors de la prise de décisions dans des situations ambiguës) ; 2) individualisme Vs collectivisme ; 3) affichage neutre ou affectif des émotions ; 4) attribution spécifique ou diffuse des responsabilités ; 5) accomplissement en fonction de l'attribution (la manière dont le statut est accordé aux membres d'une culture) ; 6) la préférence séquentielle face à la préférence synchronique en ce qui concerne le traitement des activités ; 7) le libre arbitre Vs le déterminisme (la conscience commune des gens selon laquelle les effets quant à la vie dépendent soit de facteurs internes à la personnes, soit de facteurs externes). Voir : TROMPENAARS, Fons & HAMPDEN-TURNER, Charles. *Riding the Waves of Culture : Understanding cultural diversity in Business*. Londres : Nicholas Brealey Publishing, 1997, 265p.

¹⁵ Hofstede et Minkov ont intégré les résultats de leurs recherches basées sur les données quantitatives d'enquêtes internationales de valeurs telles que l' « Enquête Mondiale sur les Valeurs / *World Values Survey (WVS)* » et l' « Enquête sur les Valeurs Chinoises / *Chinese Values Survey (CVS)* ». Par conséquent, parmi les trois dimensions de Minkov, l'exclusionnisme par rapport à l'universalisme était fortement corrélé avec le collectivisme par rapport à l'individualisme (de Hofstede) ; et le monumentalisme versus la « flexhumilité » était fortement corrélé avec l'orientation à court terme versus l'orientation à long terme. Le monumentalisme caractérise des sociétés qui reflètent l'état dans lequel le moi humain est comme un monument monolithique fier et immuable. La « flexhumilité », traduite encore en « auto-effacement », est un terme qui désigne les caractéristiques des sociétés dont la culture favorise l'humilité, la flexibilité et l'adaptabilité aux circonstances changeantes.

du paradigme des 6 dimensions de Hofstede, l'aperçu des moteurs profonds de la culture marocaine par rapport aux autres cultures du monde lui attribue des scores entre 24 et 70 (<https://www.hofstede-insights.com/country-comparison/morocco/>, 22 août).

Ainsi, Dans les sociétés où la distance de pouvoir est importante, les gens acceptent un ordre hiérarchique dans lequel chacun a sa place sans autre justification. De même, Les pays présentant un fort évitement de l'incertitude maintiennent des codes de croyance et de comportement rigides et sont intolérants à l'égard des comportements et des idées non orthodoxes. L'accès à la modernité et le progrès de la science ont bouleversé les rapports de l'individuel au collectif dans les sociétés. L'impératif culturel moderne conquiert tous les aspects de la vie sociétale d'après le Moyen-âge. L'homme « moderne » est ouvert à de nouvelles expériences; relativement indépendant de l'autorité parentale; préoccupé par le temps, la planification; prêt à différer la satisfaction. Les valeurs culturelles d'une communauté sont intrinsèquement corrélées avec sa force d'innovation (Moonen, 2017), ce qui explique les différences constatées dans la richesse des nations (Acemoglu et al., 2012).

Repères méthodologiques

Dans le présent travail, nous avons fait recours à l'approche quantitative en appliquant notre attention aux principes de la fidélité et de la validité aussi bien de l'outil de collecte que des renseignements collectés. Le questionnaire déployé d'« administration directe » via l'outil informatique a abouti à des données chiffrées qui ont permis de réaliser des analyses descriptives, des tableaux et des graphiques, des analyses statistiques de recherche de liens entre les variables ou facteurs, et des analyses de corrélation ou d'association. La construction du questionnaire en termes de ses items, ses questions, et ses échelles a été soumise aux processus de fiabilité et de validation (tous ne sont pas explicitement cités pour des raisons d'espace limité) après avoir été remise au jugement d'experts et de tiers parmi la « communauté scientifique ».

L'intérêt pour cette méthode est en augmentation. Dès lors que la recherche par Internet est parvenue à un degré de maturité de sorte qu'elle peut être reconnue parmi les principaux éléments constitutifs de l'outillage des sciences sociales (Frippiat et al., 2010), l'impact actuel du web sur la collecte de données d'enquête mérite une attention sérieuse de la part des chercheurs et il est clair que nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle ère pour la recherche (Couper, 2000). Outre le fait de munir les chercheurs de grandes économies, à la fois en termes de coûts et en termes de délais, les données chiffrées indiquent que 69,5% des étudiants marocains possèdent un ordinateur et 67,3% possèdent une connexion internet. Par ailleurs, 94,9% des étudiants possèdent un smartphone (Maroc, CSEFRS, 2023, p. 45).

Nous avons procédé à la méthode de sélection non probabiliste (quotas) puisque la probabilité qu'a chaque étudiant(e) d'être sélectionné(e) est inconnue et puisque la population n'est pas

restreinte et dont il est infaisable de contacter tous les individus. Nous avons sélectionné une quantité suffisante d'individus basée sur les proportions de la population mère, notamment en sexe et en effectif des étudiants dans chacun des établissements enquêtés (les facultés à accès ouvert de l'université Moulay Ismaïl, Meknès, Maroc: Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH) ; Faculté des Sciences (FS) ; et Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales (FSJES)¹⁶). Au final 429 réponses valables ont été retenus. Elles se répartissent comme suit:

Établissement	Garçons	Filles	Total
FLSH	42	62	104
FS	21	19	40
FSJES	136	149	285
Total	199	230	429

Analyse, interprétation, et discussion des résultats En général, les données sociodémographiques de la population enquêtée confirment les traits caractéristiques des étudiants des établissements à accès ouvert. Le niveau d'instruction de leurs pères est modeste ne dépassant pas le primaire dans leur grande majorité avec situation encore pire chez leurs mères. Le registre de l'activité professionnelle indique l'exercice, par les pères, d'activités à revenu médiocre tandis que les mères sont, dans la majeure partie, des femmes au foyer. Uniformité et ressemblance de l'origine sociale, telles sont les caractéristiques d'une communauté estudiantine condamnée à subir malaisément les abus d'une inégalité vassalisatrice.

Entre la possibilité d'une « reproduction » nette et éminente des conditions socio-professionnelles des parents et le droit à la mobilité sociale illégitimé par cette dualité des facultés au Maroc, qui se manifeste dans l'allocation des ressources (coût d'un étudiant dans une faculté à accès ouvert par rapport à un étudiant de faculté à accès régulé, la qualité de l'offre de formation, perceptions de l'opinion publique) ; les inégalités aux facultés à accès ouvert de l'Université Moulay Ismaïl sont encore aujourd'hui justifiées par l'héritage obligatoire du fait de la naissance ou de la caste¹⁷, en matières des capitaux économiques, culturels et sociaux.

Attitudes et dispositions

En matière d'exprimer sa préférence quant à l'une de quatre priorités qui détermineraient le progrès de la société marocaine à l'avenir : un progrès vers un société conservatrice où il y a plus

¹⁶ Au titre de l'année universitaire 2022/2023, l'effectif global des étudiants dans les trois établissements cités ci-haut est de 43293 dont 22901 filles, à raison de, respectivement pour chacun des établissements, 10042 dont 5571 filles, 28074 dont 14656 filles, et 5177 dont 2674 filles. Voir : (Maroc, L'enseignement Supérieur en chiffres 2022/2023, p.22).

¹⁷ R. Boudon, dans « L'inégalité des chances » (1973), considère que l'inégalité vient de la famille et non pas de l'école en raison des comportements rationnels dont l'agrégation crée l'inégalité des chances.

de respect pour l'autorité, une société s'inspirant de l'éthique traditionaliste, une société où les idées seront plus importantes que l'argent, ou une société plus ouverte dominée par les valeurs humaines ; cette dernière alternative domine les choix. Les étudiants se montrent contre une société ancrée dans le passé. Cette option est la même validée par les étudiants des filières religieuses (études islamiques). Ne serait-ce que par opportunisme, pour obtenir un diplôme ou tenter, pour demain, de « vendre des illusions » à un public habitué à s'offrir des illogismes ; ou encore par effet en ricochet d'une éducation peu encline à cultiver une pensée judicieusement raisonnée.

Au titre éventuel de problèmes virtuels potentiellement confrontés par le système des valeurs au Maroc, les étudiants pensent qu'il s'agirait de l'irrespect des règlements de citoyenneté, et de la défaillance de l'éducation des jeunes générations au sens de la critique ; plutôt que d'un défaut d'obéissance aux instructions de la religion, et à l'autorité divine, parentale ou maritale. Cette distanciation des valeurs traditionalistes n'occulte en aucun cas la démarcation des étudiants issus des sciences humaines qui, contrairement à ceux des deux autres établissements, expriment leurs penchants traditionalistes à cet effet. Nous continuerons à reposer la même question avec laquelle nous avons débuté notre travail : par quel miracle pourra-t-on associer l'inassociable, à savoir l'esprit de critique et en même temps celui de fidélité aux héritages du patrimoine culturel ancré dans l'autorité du passé ?

Par ailleurs, les étudiants enquêtés expriment leur condamnation au fait de tricher dans sa déclaration d'impôts autant que possible. Ils expriment catégoriquement leur désapprobation quant au recours à la corruption dans l'exercice de ses fonctions. La normalisation de la corruption est comparativement caractéristique des filières d'études anglophones et des filières d'études islamiques. L'esprit de rébellion, d'une part, et de complaisance ou d'arrivisme, d'autre part, ont, apparemment, leur mot à dire. Au demeurant, le dilemme emblématique de la société marocaine en rapport avec la corruption, c'est que, d'un côté, les gens dénoncent la corruption comme étant un fléau de la société, mais de l'autre côté, ils justifient le recours aux faveurs et au « piston » pour faciliter l'accès aux services de base ou pour l'obtention d'une promotion au travail (Maroc, IRÉS, 2012, p. 11).

Les étudiants enquêtés ne tolèrent guère l'homosexualité ; à raison de 71%, ils en déclarent leur désapprobation. Par cela, ils représentent les caractéristiques d'une société conservatrice considérant l'homosexualité comme une pratique contre nature parce que la vie est structurée autour du mariage, de la famille et de la procréation. Au Maroc, l'article du code pénal qui punit les actes homosexuels est toujours en vigueur¹⁸. En ce qui est de l'attitude qui l'approuve en quelque

¹⁸ L'article 489 du code pénal du Maroc criminalise « les actes licencieux ou contre nature avec un individu du même sexe ». L'homosexualité est illégale au Maroc, elle est punissable de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de 120 à 1 200 dirhams.

sorte, le plus marquant serait cette tendance des étudiants des sciences humaines qui s'en déclarent plus ou moins approbateurs. Viennent après les étudiants des sciences exactes et en dernier ceux des sciences juridiques. Droit oblige donc ! Les sciences humaines favoriseraient, visiblement, l'esprit de tolérance et d'entente.

En revanche, la population enquêtée se voit à moitié pour à moitié contre les rapports sexuels hors mariage. Le plus marquant est la bonne tendance à justifier dans l'absolu cette pratique, surtout par les étudiants au détriment des étudiantes. Sa désapprobation est d'ores et déjà marque distinctive des filières d'étude à vocation religieuse. Du moins, la mésentente entre les valeurs proclamées et les pratiques ne date pas d'hier. La maternité célibataire qui vit dans la honte et le secret en témoigne l'hypothèse (Sechter-Funk, 2015, pp. 259-266). Encore faut-il résoudre le grand doute qui imprègne les croyances des étudiants, notamment des filières d'étude religieuse, quant à l'acte, pour un homme, de « battre sa femme » ; et de ceux-ci plus de ceux de l'étude arabe, à l'hypothèse de la liberté de pensée (tolérer l'athéisme). Ce doute continue à s'amplifier au portrait de la potentialité « Que des parents battent leurs enfants », avec une approbation majeure. Non seulement la bénédiction est cruciale mais les effets filière et descendance y sont déterminants : les étudiants des filières islamiques dont la vocation du père est « Imam » sont les plus prédisposés à souscrire le recours à la violence en éducation.

Rapport à la religion/religiosité

À leur poser la question sur la signification de base de la religion, en tant qu'acception donnée à la religion/religiosité, les répondants déploient plutôt une signification tendant vers l'intramondain, mais très légèrement. La signification tendant vers l'« au-delà » décroît avec l'âge. Les étudiants issus des sciences pures sont les plus à en percevoir le sens extra-mondain tandis que ceux issus de sociologie préfèrent majoritairement le sens intramondain. En perspective d'éventuels changements au sein de la population enquêtée, il s'avère qu'on est encore loin de rationaliser le domaine du religieux. Le rituel l'emporte toujours et faire du bien aux autres serait réduit à des aspects de charité ou de faveur. Bref, intégrer le religieux dans l'esprit de la « communauté politique » n'est pas encore joignable.

Quand la science et la religion ont en conflit, la science a raison. À l'égard de cette proposition, et dès lors que le taux de son approbation franchit pour peu la moitié, nous ne nous offrirons que timidement les prémices d'une potentielle tendance vers la sécularisation. Et plus il s'agit de filières d'étude enseignant des contenus moins doctrinaires et dogmatiques, plus cette tendance prend de l'ampleur. En agissant de la sorte, la désapprobation de la science face à la religion témoigne de profonds problèmes culturels structurels au Maroc a fortiori en présence de population supposée fréquentatrice du milieu scientifique. Il est aussi question du système éducatif. Celui-ci, dans la société traditionnelle, se contentait de remplir la tâche de transmission de la culture et de l'ordre établi. Dans la société moderne, ce rôle n'est plus suffisant : il est plutôt

question de concilier transmission de la culture, usage de la raison et mise en place de connaissances nouvelles.

À l'affirmation « La seule religion acceptable est la mienne », environ les six dixièmes de la population enquêtée l'ont approuvée totalement ou partiellement. Derechef, moins les filières de formation enseignent des contenus à caractère dogmatique, plus leurs étudiants tendent à tolérer l'altérité religieuse. Quoique son identité religieuse soit à l'abri des incidences de dissemblance, l'idée d'enseigner toutes les religions à l'école publique trouve une entente considérable. Il s'agit probablement d'une profonde conviction de l'insignifiance des aboutissements de l'éducation au sein des établissements formels¹⁹.

Cependant, la population enquêtée a largement admis l'idée selon laquelle « Les gens appartenant à des religions différentes que la mienne ont probablement autant de sens moral que ceux appartenant à ma religion ». Serait-ce l'empreinte d'une véritable tolérance, ou d'une confession « intime » de déficience ou d'inadéquation en matière de sens moral au sein même de ses souches religieuses ? Ou serait-ce plutôt un déficit d'estime de soi (Fallaki, 2018) ? Depuis 2009, le sociologue marocain Abdessamad Dialmy avait noté d'après ses enquêtes que « Les marocains ne s'aimaient pas » et qu'« ils auraient besoin d'une morale civile » (<https://telquel.ma/2012/08/29/enquete-pourquoi-le-marocain-ne-saime-pas> 1488, 2012, 28 août) plutôt que d'une morale religieuse. L'une des raisons serait le refus perpétuel de soi. L'autre raison serait en rapport au manque de confiance en soi, d'une part, et d'autre part, dans le vivre ensemble et la sphère publique quoique les liens privés seraient relativement forts (Maroc, IRÉS, 2012, p. 113). Ceci engendrerait que les étudiants aspirent à une réalité socio-politique autre que celle en cours.

À la question de l'envisageabilité de la laïcisation de la vie publique au Maroc, trois items essayent d'en déceler l'état de fait : continuer à enseigner la religion dans les établissements scolaires publics, séparer le politique du religieux dans l'espace public, et promulguer la liberté explicite de religion. Au 1^{er} item, la réponse est manifestement favorable. Dans le sens inverse, l'idée a été désapprouvée surtout par les étudiants de la F.L.S.H., notamment par ceux de la sociologie. Force est de reconnaître le rôle des sciences humaines, particulièrement la sociologie, dans la formation d'identités rétives et indépendantes. Quant à l'hypothèse de séparer le politique du religieux dans l'espace public, les réponses en accordent l'occurrence. Ceci ferait preuve de l'impératif laïque qui s'impose à tous les pays qui aspirent à la démocratie, laquelle ne peut exister réellement sans démocratie (Berrada, 2019, p. 21).

¹⁹ Et c'est ce profond décalage entre les perceptions des apprenants au Maroc, traduites en valeurs d'attente sous-jacentes et les teneurs des disciplines enseignées, traduites en valeurs curriculaires formelles, qui se met en travers pour faire de l'éducation scolaire marocaine un champ d'échec : résultats décevants des apprenants et des universités marocains dans les tests et les classements internationaux à l'appui.

Rapport à la famille :

Cet axe porte sur la praticabilité de nouvelles « configurations » des rapports familiaux chez la population enquêtée. Une liste de « dix qualités que les enfants peuvent être encouragés à apprendre à la maison » est proposée afin d'y choisir cinq qualités considérées les plus importantes : indépendance, travailler durement, sens des responsabilités, imagination, tolérance et respect des autres, esprit de volonté et de persévérance, foi religieuse, bonnes manières, obéissance, et ne pas être égoïste. Par ordre d'importance, les cinq premières qualités désignées en tant que principes qui devront guider d'éducation des générations à venir se répartissent ainsi : sens des responsabilités, tolérance et respect des autres, esprit de volonté et de persévérance, foi religieuse, et l'acquisition de bonnes manières. Il semble que l'influence de l'esprit du religieux est omniprésente même dans les propensions les plus disposées à la Modernité. L'« éternel hier » continuera donc à déterminer continûment les jalons d'un avenir de plus en plus tiraillé.

« Quand les emplois sont rares, les hommes ont plus droit à un travail que les femmes », et « Si la femme a des revenus supérieurs à ceux de son époux, c'est presque certain que cela causera des problèmes ». Ces deux cas de figure ont été infirmés par les étudiants enquêtés. Ceux issus du milieu rural sont les plus à les confirmer. À l'assertion « Il n'y a pas de problème de se marier avec une femme non vierge », seulement une minorité des étudiants y a exprimé son accord. En général, les étudiants tendent plus que les étudiantes à approuver l'idée. Pourtant, une disproportion du taux d'acceptation est affichée particulièrement entre les filières de sociologie et d'éducation religieuse. Les ruraux paraissent prévisiblement plus conservateurs que les citadins.

L'assertion « Quand une mère a un travail rémunéré, les enfants souffrent », a été légèrement désapprouvée. Cependant, les étudiants préféreront une femme qui n'exerce pas de travail rémunéré. Les célibataires sont plus favorables que les mariés à accorder l'idée : les contraintes de la vie après le mariage auraient atténué cette conviction. Les données récoltées font preuve d'une tendance générale chez la jeunesse estudiantine vers l'option de l'activité rémunérée de la femme. Au Maroc, le taux de féminisation de l'emploi a manifestement reculé entre 2010 et 2022 mais les professions exercées par les femmes, durant la même période, tendent considérablement à l'escalade pour constituer une certaine mobilité professionnelle. Néanmoins, le taux des divorces parmi la population âgée de 15 ans et plus est passé de 3.1% (2004) à 10.8 % (2022), étant entendu qu'en 2014 et en 2020, ce taux correspondait, de façon identique, à 3.3% (Maroc, HCP, 2023).

En rapport cette fois-ci avec l'homosexualité, le fait qu'un membre de sa famille soit un homosexuel (des deux sexes), engendrerait la honte et le déshonneur chez la population enquêtée. Pendant ce temps, à la possibilité de tolérer d'« avoir des rapports sexuels consentis hors mariage », ils sont presque les sept dixièmes ceux qui l'ont désapprouvé. La société estudiantine semble influée par l'atavisme traditionaliste. Pour ce faire, les étudiants de la Faculté des sciences prennent la tête des désapprobateurs devant ceux issus des filières juridiques et ceux des filières des sciences

humaines. Au Maroc, la pratique sexuelle en dehors du mariage existe bel et bien dans les milieux populaires aussi bien que dans les autres milieux. L'une des preuves de cette constatation est le nombre des mères « célibataires » (<https://www.cawtarclearinghouse.org/storage/4961/INSAF-Rapport-Etude-nationale-%27%27Le-Maroc-des-meres-celibataires-2010.pdf>, 2024, 26 août)²⁰.

En effet, la morale sociale, quoiqu'elle connaisse des changements, s'abstient d'intégrer ce phénomène dans ses discours. Somme toute, un clivage paradoxal existe entre les discours et les pratiques. Aussitôt qu'elle ne peut plus être éclipsée, la sexualité pratiquée en catimini est décriée du fait qu'elle s'oppose aux valeurs traditionnelles et conservatrices. C'est ainsi que la sexualité hors-institution au Maroc est analysée en termes de lutte entre deux modes culturels qui ne cessent de s'enchevêtrer.

L'état de figure de « vivre en concubinage » a été réfuté par la jeunesse estudiantine. Pourtant, c'est un acte qui prend de l'ampleur. Volonté de rester libre, refus d'engagement, peur du mariage, plaisir volé ; plusieurs figures pour une seule réalité. Le mariage serait très valorisé quoique le taux de célibat n'ait pas cessé d'augmenter et l'âge moyen au premier mariage est de plus en plus en hausse (Maroc, HCP, 2023, p. 14)²¹. La présente enquête n'a pas intégré une forme d'union qui a de l'ampleur : il s'agit d'une tendance à l'union libre et à l'union religieuse un peu à l'instar du mariage de *muta'a* pratiqué dans le contexte chiite. Les universités marocaines sont aujourd'hui le théâtre privilégié de telles unions (Bargach, 2005, p. 169).

Le rapport aux parents a été examiné via quatre items : « De la nécessité d'obéir à ses parents pour éviter leur bannissement (*Sakht*) », « Les parents âgés sans revenu peuvent être remis par leurs enfants dans un hospice », « Les parents doivent faire de leur mieux pour leurs enfants, même aux dépens de leur propre bien-être », et « Une femme a toujours besoin d'un enfant pour être épanouie ». En gros modo, les étudiants enquêtés soutiennent l'idée de l'obéissance aux parents pour éviter leur bannissement (*Sakht*) d'une façon très significative avec certaines nuances chez les étudiants de sociologie et de Droit. En ce qui est de la praticabilité de « remettre les parents âgés sans revenu dans un hospice par leurs enfants », presque les neuf dixièmes de la population enquêtée réproouvent formellement l'idée.

Ce n'est qu'à partir de l'item « les parents doivent faire de leur mieux pour leurs enfants, même aux dépens de leur propre être-bien » que les résultats des points de l'échelle ont commencé à diverger pour atteindre un équilibre des positions favorables et défavorables. Cette perception du rôle des

²⁰ Vu l'indisponibilité de données numériques récentes accréditées, le nombre disponible concerne l'année 2009. Il est estimé dans tout le royaume à 27199. Voir : Maroc, INSAF, « *Le Maroc des mères célibataires: ampleur, réalité, actions, représentations, itinéraires et vécus* », étude réalisée avec le soutien de UN WOMEN, Avril - Décembre 2010, p.109.

²¹ Selon le HCP, depuis 1960 jusqu'en 2018, l'âge moyen au premier mariage au Maroc est passé de 24 ans à 31.9 ans pour les hommes et de 17.5 ans à 25.5 ans pour les femmes. Pour sa part, le taux de célibat à 50 ans est passé de 4.9 % (2004) à 7.4 % (2014) pour les hommes, et de 5.3 % à 9.6 % durant la même période.

parents dans les sociétés traditionalistes remplacerait le rôle joué par l'État dans les pays occidentaux. Or, l'action de l'État au Maroc visant l'investissement dans le social devrait impliquer une nouvelle ingénierie intergénérationnelle et préventive de l'action sociale fondée, outre l'incitation à scolariser les enfants que peuvent constituer pour les familles les plus démunies les transferts directs, sur l'investissement social dans les « biens communs » que sont l'éducation, la santé, le logement, etc. (El Aoufi, 2011, p.54). L'implication « sacrificielle » des parents dans ce cas entraînerait la dépendance complète ou tendancieuse des enfants. Cette implication serait à l'origine d'étouffement de toute tentative d'autonomie chez la progéniture ainsi que de privation des parents de leur propre droit au bien-être, délaissé au profit d'un égoïsme irresponsable des enfants, car à force de désavouer ses propres exigences, on finit par s'empêcher d'être soi.

Autonomie et individualisation

En principe, dans les sociétés traditionnelles où la division du travail est faible, l'individu est soumis à la volonté du groupe. L'accroissement de son autonomie et sa valorisation sont consécutifs à la modernisation des sociétés (Rachik, 2005, p. 205). La Modernité est, de ce point de vue, fondée sur une conscience de progrès et la volonté de s'affranchir de toute servitude pour réaliser l'individualité et l'autonomie de l'Homme dans différents domaines : ceux de la pensée, la politique, l'économie ou encore la société (Zekri, 2018, p. 151).

La 1^{ère} question de cet axe contient six items sous forme de portraits de personnalités auxquels les répondants s'identifieront, en indiquant le degré d'homologie : « Il est important pour cette personne d'avoir de nouvelles idées, d'être créative et de faire les choses comme bon lui semble », « L'important, c'est d'avoir la capacité de jugement : prévoir, choisir, liberté d'agir, accepter et refuser en fonction de son propre jugement », « Il est important pour cette personne de se comporter de façon correcte ; d'éviter de faire quelque chose que les gens pourront désapprouver », « La Tradition est importante pour cette personne pour suivre les coutumes transmises par la religion et la famille », « Être humble et modeste est important pour lui. Il essaie de ne pas attirer l'attention sur lui », et « L'important pour cette personne, c'est de refuser de voir son existence, ses valeurs et ses normes déterminées par une instance extérieure, quelle qu'elle soit ».

Les répondants se déclarent à quasi-totalité identiques au 1^{er} et 2^{ème} portrait. Ceci semble révéler chez eux des comportements fondés sur l'idée que chacun pourrait choisir ses règles morales. Le 3^{ème} portrait est, à son tour, mentionné comme faisant partie des traits de personnalité du plus grand nombre de la population enquêtée. Cela révélerait une forte tendance au conformisme chez cette population. Cette tendance est due aux modes d'éducation familiale ou scolaire. C'est que le système éducatif marocain reproduirait et perpétuerait des valeurs qui ne sont pas toujours en harmonie avec les exigences de la Modernité. Ce sont des valeurs comme l'imagination, la prise de risque, le changement et l'initiation individuelle qui devraient être encouragées à apprendre dans

nos écoles alors que le système éducatif marocain semble essentiellement valoriser le conformisme et le respect des traditions, valeurs qui ne sont pas forcément en harmonie avec les exigences du développement (Allaoui, 2005, p. 258).

Pour les répondants « les moins conformistes », ils se répartissent uniquement entre la F.L.S.H. et la F.S.J.E.S. La variable sexe chez cette catégorie indique un signe distinctif : le taux des étudiantes est presque le double de celui des étudiants. Ceci formerait les prémises d'un « anticonformisme » féminin au sein des facultés enquêtées. Des filles, peut-être qui, même si elles ne deviendraient pas mères, elles procréeraient leurs propres personnages (Hedjem, 2016). Des personnages dont les statuts sont plutôt sculptables aux disciplines des sciences dites « molles ». Et c'est parce qu'elles sont vraisemblablement enclines à l'interprétation et non à la démonstration que les sciences dites « dures » ne peuvent façonner que des individualités captives d'une expectative irremédiablement confinée, techniciste et terre-à-terre.

Par ailleurs, ils sont environ les six dixièmes des répondants ceux qui ont confirmé que la tradition est importante pour suivre les coutumes transmises par la religion ou la famille. Ceci reconforte les résultats précédents concernant le degré d'attachement à la famille et à la religion, ainsi que l'attachement par principe au passé. Les étudiants de sociologie se sont montrés largement contestataires devant leurs homologues des études islamiques ou des études anglaises. À l'assertion « Être humble et modeste est important pour cette personne, il essaie de ne pas attirer l'attention sur lui », ils sont les huit dixièmes à approuver que ce caractère de personnalité leur ressemble, que ce soit complètement ou partiellement. La variable sexe nous indique qu'ils sont plutôt des étudiants de sexe masculin, ce qui signifierait une tendance féminine ambitieuse vers la découverte d'autres horizons et d'autres sources pour y puiser de nouvelles normes et pratiques émancipatoires.

En outre, lorsqu'il s'agit de « refuser de voir son existence, ses valeurs et ses normes déterminées par une instance extérieure, quelle qu'elle soit », les répondants, dans leur majorité, se sont révélés ayant un trait de personnalité analogique à l'item. Reste à déverrouiller cette tendance dichotomique tantôt approuvant la Tradition comme source des normes et des coutumes à suivre, tantôt désapprouvant le fait d'avoir ses normes déterminées par une instance extérieure. Décidément, la remise en cause de ce constat est l'ambition qu'entend poursuivre la présente étude.

Les trois champs de la reconnaissance intersubjective : l'amour, la relation juridique, la relation sociale; analysés par Axel Honneth permettent aux individus de construire non seulement un rapport à soi positif, mais aussi leur participation à la vie publique, ceci constituerait les conditions de la dimension effective de la citoyenneté. Ces formes de reconnaissance constituent aussi des protections intersubjectives garantissant les conditions de liberté intérieure et extérieure ; la

« liberté intérieure » permettant un rapport libre à soi, la « liberté extérieure », la participation libre à la vie publique (Lechenet, 2010).

La presque-totalité des enquêtés ont exprimé leur satisfaction à propos de leur auto-reconnaissance affective. Cette auto-reconnaissance « énormément » positive suppose que les enquêtés sont assurés de leur affection. Elle suppose de même qu'ils trouvent de la force pour se retirer tranquillement en eux-mêmes et de s'ouvrir à eux-mêmes. Cela fournit donc aux étudiants « satisfaits » l'expérience d'être reconnus comme personnes indépendantes une fois qu'ils sont assurés de la permanence de l'affection et du lien. Cette reconnaissance exprimée signifiera ensuite chez ces répondants une satisfaction sûre apportée par les partenaires (la mère, l'ami(e), l'époux (se)...) qui leur donne un sentiment de sécurité. Ceci devra influencer positivement leur confiance en soi sans laquelle ils ne peuvent participer de façon autonome à la vie publique. Or, les conclusions des enquêtes nationales sur le lien social et la participation politique, organisées notamment par l'IRÉS, indiquent des résultats très décevants à cet égard²². Pas moins que les liens amicaux, d'après l'une de ces enquêtes, sont construits principalement sur les règles de la symétrie et de la ressemblance (spécialement au sein de la famille).

En matière de l'auto-reconnaissance juridique, les répondants se déclarent satisfaits totalement ou en partie. Ceci admet qu'ils se reconnaissent mutuellement comme des sujets porteurs de droits (sens juridique), s'appuyant sur une reconnaissance mutuelle des normes sociales qui régissent la répartition légitime des droits et des devoirs. Se reconnaître juridiquement satisfait à ce stade implique aussi être reconnu et respecté, en premier lieu, par les autres, et par soi, en second lieu. Dans le côté inverse (les insatisfaits), les étudiants de la F.S.J.E.S sont les moins à exprimer leur satisfaction par rapport aux deux autres établissements. Les ruraux tendent plus à exprimer leur insatisfaction tandis que la variable « filière d'études » nous apprend que les étudiants de Droit et de Sociologie sont les plus à déclarer leur frustration.

Ce taux d'estimation élevé de l'auto-reconnaissance juridique nécessite une interprétation vue que la procédure de validité de l'item a été rigoureusement suivie. Du fait que la catégorie d'âge de la population enquêtée est majoritairement jeune, elle n'aurait pas confronté suffisamment de situations incommodes pour s'instruire à propos. En plus de manque d'expérience, cette estimation apparemment exagérée révèle particulièrement des dispositions des enquêtés. Ceux-ci, à travers les opérations d'assimilation et d'accommodation, s'offrent l'opportunité d'une autorégulation de la réalité à travers l'équilibre compensateur du rêve (Lahire, 2021, pp. 418-419). Edgar Morin assimile au rêve les constructions imaginaires faites à l'état de veille. Ces

²² Voir rapports de l'Institut Royal des Études Stratégiques:

« Rapport de l'enquête nationale sur le lien social au Maroc », (2012) ; « Jeunes et politiques publiques de Jeunesse: État des lieux, évaluation et éléments de stratégie" (2011) ; « Jeunes et participation politique au Maroc » (2009).

constructions transforment l'inconscient en images actuelles par voie d'identification (Chevalier et al., 1990, pp. 812-814).

L'indicateur de l'auto-reconnaissance sociale nous enseigne, de sa part, que la population enquêtée en est très satisfaite. Ceci admet l'existence d'une solidarité sociale très forte, or, en prenant en considération les caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée, ce constat est mis en cause par les données de l' « Enquête nationale sur le lien social » qui montrent qu'à mesure que l'on s'éloigne du cercle restreint de la famille et des amis et que l'on se rapproche des milieux du travail, des études et du voisinage, les niveaux de confiance et de solidarité chez les personnes interrogées diminuent (Maroc, IRÉS, 2012, p. 76). En plus de l'éventuelle solidarité, il en résulterait aussi une estime sociale leur permettant de se rapporter positivement à leurs qualités et capacités concrètes. Cette estime assurera des prestations dont la valeur sociale apporte à l'individu de la reconnaissance.

Le dernier élément de ce 4^{ème} axe porte sur la mesure de son appréciation à la potentialité d' « avoir son mot à dire sur ce que fait le gouvernement au Maroc ». Les résultats nous apprennent une forte dépréciation de la part des étudiants de l'équité des chances à dire leur mot sur ce que fait le gouvernement. Ceci est très peu compatible avec les résultats affichés aux items de l'auto-reconnaissance précédents. La jeunesse estudiantine s'est largement sous-estimée et nous avons à nous questionner donc, d'où est-ce qu'elle naît cette confiance dans les institutions politiques alors que les indices d'auto-confiance et d'auto-estimation sont les plus faibles ? Pourquoi la jeunesse estudiantine marocaine ne se reconnaît-elle pas formant une portion égale du souverain, et participant également au gouvernement de l'État (De Tocqueville, 2012, p. 59).

Intérêt et participation politiques

Le premier travail empirique à traiter de façon approfondie le rapport des jeunes à la politique est celui de Monte Palmer et Mima Nedelcovych. Entre 1978 et 1979, ces deux chercheurs ont mené une enquête auprès de 500 étudiants de l'Université de Mohammed V Rabat (Palmer et al., 1984). Ils se sont interrogés, entre autres, sur la relation entre les étudiants et les institutions politiques ; le degré d'intérêt pour la politique ; l'efficacité politique et la participation électorale. Les résultats de leur travail montrent que la plupart des jeunes avait une certaine connaissance politique des institutions et une parfaite compréhension du fonctionnement du régime.

Aux termes de la 1^{ère} question de cet axe, les enquêtés sont invités à préciser s'« ils ont déjà fait », ou « ils pourront faire un jour », ou « ils ne feront jamais » des modes d'action politique (quatre modes) : signer une pétition, participer à des boycotts, participer à des manifestations pacifiques, participer à des grèves. En général, les réponses indiquent un débit de participation d'avance très modeste aux actions politiques spécifiées annonçant par-là même une sorte de « renonciation sans conditions » à certains impératifs de la condition civique en modernité.

Parmi ceux qui ont déclaré avoir déjà participé à des boycotts ou à des manifestations pacifiques, la majorité d'entre eux appartient à la catégorie d'âge (30 ans et plus). En vertu de prédire le contexte socio-politique de ces actions, il s'agirait d'un des mouvements sociaux contestataires au Maroc qui s'était doté au début d'un niveau très considérable d'ambitions, mais des ambitions qui s'étaient rapidement dissipées à la fin. Le « Mouvement du 20 Février ²³», quoiqu'il ait été un catalyseur de changement, il a dû œuvrer en tant que mouvement de contestation avec un leadership éclaté et aux composantes hétérogènes, il n'a pas pu se transformer à une force d'action (Mechouat, 2013, p. 71). Au-delà d'esquisser la nature de ces actions, les plus activistes, c'est-à-dire ceux qui ont affirmé avoir déjà participé dans toutes les quatre formes d'action citées ci-haut appartiennent principalement à la F.L.S.H tandis que les « moins activistes » proviennent de la F.S. Les résultats nous apprennent aussi que les activistes sont en premier lieu les étudiants de sexe masculin, mariés, descendants notamment de pères à niveau d'instruction le plus bas (pas plus que le diplôme du primaire), plus particulièrement étudiants de sociologie.

Les enquêtés ont été sollicités de s'exprimer à propos de trois modalités d'adhésion (membre actif, membre, inactif, pas membre) à des organismes d'intérêt commun : organisation religieuse ; organisation sportive ou de loisirs ; organisation artistique, musicale ou éducationnelle ; syndicat de travailleurs ; parti politique ; organisation environnementale ; association professionnelle ; Organisation humanitaire ou caritative ; et association de consommateurs. La probable adhésion à ces organismes envisagerait un sens de citoyenneté adéquat aux conditions de l'individu moderne. Mais pour ce faire, les jeunes doivent donc être reconnus comme représentant une tranche de la population vivant dans des conditions socioculturelles spécifiques, ce qui nécessite par conséquent, l'adoption de politiques particulières capables d'apporter des réponses appropriées aux problèmes inhérents à leur réalité quotidienne (Maroc, IRÉS, 2009, p. 131).

Le taux suprême d'adhésion en tant que « membre actif » à l'une ou à l'autre de ces organisations ne franchit point les quatre dixièmes. Jeunesse oblige ? Pas dans notre cas ! Même s'agissant des organisations sportives ou de loisirs, ou encore d'organisations d'intérêt artistique, musical ou éducationnel, les ratios d'adhésion sont affaiblis. Ce phénomène de désintérêt alarmant des étudiants enquêtés envers l'activité associative et organisationnelle. Il va sans dire que pour juger, apprécier ou critiquer, les gens ont besoin d'un minimum de sens commun politique qui ne peut se nourrir que de l'élargissement de l'espace de l'opinion publique (Rachik, 2005, p. 57). Ceci dit alors, que des rêves interceptés, que des espérances interdites, et que des volontés entravées ! Mais avant toute autre chose, est-ce question de déshéritement ou de paupérisation des compétences ? Si tel est le cas, d'où est-ce qu'il sortira ce Maroc civique et solidaire sinon de masses estudiantines bien initiées à s'impliquer et à s'engager sur la chose publique ?

²³ Il s'agit du mouvement socio-politique contestataire « 20 février », déclenché en 2011 au Maroc, parallèlement aux manifestations du « Printemps Arabe ».

Nous avons ensuite posé la question : « Démocratiquement parlant, comment est gouverné le Maroc aujourd'hui ? ». Sur une échelle allant de 1 (pas du tout démocratique) à 5 (tout à fait démocratique), les enquêtés devaient s'exprimer en inscrivant leur estimation. Les résultats indiquent que la grande majorité parmi les étudiants considère que le Maroc n'est pas gouverné démocratiquement. Ceci consiste en perpétuation des résultats de l'Enquête Mondiale sur les Valeurs à cet égard concernant le Maroc, en 2011 (<https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>, 2024, 31 août). Ce serait probablement à l'origine du retrait des enquêtés des associations et organisations, et des formes de participation politique citées ci-haut. Devant une réalité pareille et face à cet abstentionnisme exprimé par la jeunesse estudiantine à s'impliquer à la question publique, comment est-ce que les élites politiques peuvent-elles se renouveler ? Et comment renouveler et raviver ce jargon politique standardisé et frappé de désuétude, commun à tous les partis, et à la plupart des acteurs politiques marocains en cours ?

Il a été proposé plus tard d'apprécier cinq formes de systèmes politiques, virtuellement comme manières possibles de gouverner le Maroc en leur attribuant une des deux qualités, « bien » ou « mauvais » avec une position neutre « sans opinion » (question qui pourrait intimider les enquêtés en cas de réponse forcée). Il s'agit d'« avoir un leader fort qui n'a pas à tenir compte du parlement et des élections », ou d'« avoir des experts, pas du gouvernement, qui décident ce qu'ils pensent être le mieux pour leur pays », ou d'« avoir un système politique démocratique », ou d'« avoir un système politique mêlant le politique au religieux », ou encore « que les autorités religieuses interprètent les lois ». La tendance s'oriente vers la préférence d'un système politique démocratique. Pourtant, les quatre dixièmes estiment qu'il est bon d'avoir un système politique mêle le politique au religieux. Politique et démocratie amis jusqu'aux autels !

À la question « À quel point diriez-vous que le système politique au Maroc offre à chacun une chance équitable de participer à la vie politique ? », Les dénégateurs (pas du tout + très peu + un peu) forment dans leur ensemble les huit dixièmes de la population enquêtée. Ils sont plus des étudiants que des étudiantes ; la variation « âge » est insuffisamment significative tandis que leur statut matrimonial indique qu'ils sont plus des célibataires que des mariés. Ils sont plus des ruraux que des citadins pendant que le niveau d'instruction de leurs pères est insignifiant. Parallèlement, à la question « Dans quelle mesure diriez-vous que le gouvernement marocain prend en compte les intérêts de tous les citoyens ? », ils sont, dans l'ensemble (pas du tout + très peu + un peu), presque les neuf dixièmes ceux qui ont dénié la justice de prise en compte des intérêts de tous les citoyens par le gouvernement ; et c'est la même part de la population qui a dénié l'idée que « les décisions politiques au Maroc sont transparentes, c'est-à-dire que tout le monde peut savoir sur quelles bases elles sont prises ».

Il s'agit donc d'une frustration générale chez la population enquêtée due aux injustices et aux inégalités, aggravées par les politiques publiques appliquées (El Aoufi et al., 2016). Si la jeunesse estudiantine est si frustrée à cause des inégalités, ce serait probablement grâce à l'utilisation de l'espace virtuel dans un contexte où la participation politique demeure modeste et où la confiance dans les institutions d'encadrement et d'intermédiation s'est affaiblie. Ceci serait due de même à l'inefficacité observée des mécanismes de mobilité sociale, à la mauvaise gouvernance, ainsi qu'aux inégalités sociales de pouvoir. Par ailleurs, la transparence administrative de l'action publique est mise en question par les enquêtés. La libération des données publiques atténuerait ce sentiment de frustration déjà éprouvé vis-à-vis des inégalités des chances et des disparités économiques, territoriales et juridiques dont les défavorisés sont victimes. C'est cette iniquité des chances de participer à la vie publique, et cette exclusion d'une population aussi importante, condamnée à la paupérisation matérielle autant qu'intellectuelle qui serait derrière l'échec des modèles de développement humain adoptés jusqu'à présent par les autorités publiques depuis l'indépendance.

Vérification des hypothèses

Nous avons commencé notre étude sur cette bifurcation qu'impose l'alternative Tradition-Modernité dans le choix des valeurs à adopter par les politiques publiques de l'éducation au Maroc (Charte Nationale d'Éducation et de Formation 1999, Organisation de l'Enseignement Supérieur, Vision Stratégique 2015/2030). Ces politiques sont établies en matière des valeurs, sur des fondements reliés d'une part au registre Tradition avec des valeurs sacrées et intangibles (foi islamique, identité ancestrale de la Nation, foi en Dieu, attachement à un système politique monarchique, ...) et d'autre part au registre Modernité (esprit de citoyenneté, ouverture à la science, principes universels des droits de l'Homme, ...). Elles émanent d'« une conciliation positive » entre des valeurs de la Tradition et des valeurs de la Modernité, or, ces deux registres de valeurs appartiennent à deux sphères philosophico-politico-sociales vouées à l'antithèse, voire au paradoxe.

Nous rappelons que la problématique de notre étude prescrit que *le système éducatif marocain entrevoit la conciliation « positive » de la fidélité aux traditions avec l'aspiration à la modernité. Les valeurs de la tradition et les valeurs de la modernité appartiennent à deux registres axiologiques antithétiques et cette conciliation a pour effet un décalage et une dissonance de valeurs chez les étudiants (universitaires). À partir de cette problématique, nous avons pu formuler la question centrale de la recherche: Comment est-ce que les étudiants universitaires concilient-ils des valeurs de la Tradition avec des valeurs de la Modernité?* Dans le dessein de répondre à la problématique, nous avons proposé une hypothèse générale: *Les valeurs des étudiants universitaires oscillent en va-et-vient, avec complexité, entre des valeurs de la Modernité et des valeurs de la Tradition selon attitude pragmatique et stratégique.* Cette hypothèse a été spécifiée en cinq sous-hypothèses:

- 1) Il n'y a pas de rupture, dans le champ des valeurs des étudiants, entre la Tradition et la Modernité.
- 2) Le champ des valeurs relevant de la religion tend à la sécularisation.
- 3) Celui des valeurs par rapport à la famille est encore attaché à la Tradition.
- 4) Les valeurs de ces étudiants tendent vers un manque d'autonomie et d'individualisation.
- 5) Les valeurs des étudiants manifestent du désintérêt pour la participation politique.

Nous rappelons que, pour l'étude des valeurs, nous avons déterminé cinq domaines d'étude répartis en question et items. Il s'agit de: « Attitudes et dispositions »; « Rapport à la religion »; « Rapport à la famille »; « Autonomie et individualisation »; et « intérêt et participation politiques ». Une vérification intra-domaines et inter-domaines va nous permettre soit de confirmer les hypothèses, soit de les infirmer. Pour se faire, nous allons les vérifier hypothèse par hypothèse.

Hypothèse1:

En examinant les réponses du premier axe (questions: 11, 12, 13) de l'enquête, on s'aperçoit de l'approbation d'items appartenant aux registres tantôt de la Modernité tantôt de la Tradition. Les réponses de la question 11 ont majoritairement approuvé les deux items se rapportant à la Modernité, que nous allons retenir sans toutefois pouvoir négliger les autres réponses quoiqu'elles soient de tendances minoritaires. Concernant les réponses de la question 12, elles optent majoritairement pour les deux items de la Modernité sans pour autant ignorer les taux des réponses accordées aux deux items de la Tradition. Quant aux réponses de la question 13, elles oscillent entre l'approbation de règles du rigorisme moral en matière publique (que des parents battent leurs enfants) et la désapprobation de règles du rigorisme moral en matière privée (homosexualité, rapports sexuels hors-mariage, être un athée). Cette oscillation nous apprend un groupement d'items appartenant tantôt à la Tradition, tantôt à la Modernité.

Le rapport à la religion/religiosité nous informe une forte tendance à la tolérance, pourtant la religion a potentiellement le dernier mot à dire sur la science, chez nos enquêtés. En matière du rapport à la famille, les deux registres reliés à la Modernité et à la Tradition ont été approuvés tour à tour à l'exemple de la question 17: « le sens des responsabilités », « la tolérance et le respect des autres », « l'esprit de volonté et de persévérance »; « la foi religieuse », « les bonnes manières ». Par rapport à l'autonomie et à l'individualisation (axe 4), les tendances des réponses s'alternent par l'approbation de portraits de personnalités (question 20) appartenant des fois à la Modernité, des fois à la Tradition. L'interprétation qui se dégage ici est que l'hypothèse 1 a été validée sur une base d'analyse intra axiale et inter axiale: il n'y a pas de rupture, dans le champ des valeurs des étudiants, entre la Tradition et la Modernité.

Hypothèse 2:

Une des hypothèses qui avaient orienté notre étude est que les valeurs relevant de la religion tendent vers la sécularisation. Les réponses issues de la question 14 apprennent une signification de base tendant aussi bien vers l'intramondain que vers l'au-delà. La rationalisation du religieux, quoiqu'elle émerge dans plusieurs situations, fait état de fragilité face à une forte croyance dans l'octroi du sens à la vie après la mort. En rapport avec la question 15, lors même que les réponses manifestent une forte tendance à la tolérance (items 2+3+4), l'écart entre les taux des réponses approuvant, d'une part, la primauté de la science sur la religion, et d'autre part, la prééminence de la religion face à la science est minime.

En fonction de la seizième question, les réponses ont sélectionné deux des trois items exprimant des actes de laïcisation: elles ont opté pour le second item (séparer le politique du religieux dans l'espace public) et le troisième (promulguer la liberté explicite de religion), tout en écartant le premier (continuer à enseigner la religion dans les établissements scolaires). En synthèse de cet axe, la première question dévoile une légère tendance à la rationalisation de la signification de base de la religion/religiosité; tandis que la seconde manifeste une grande prédisposition à la tolérance religieuse, avec une petite inclinaison à affirmer la primauté de la science sur la religion; alors que la troisième approuve les deux-tiers des items de sécularisation. Les chiffres nous apprennent que, quoiqu'elle soit modeste, la tendance vers la sécularisation est validée.

Hypothèse 3:

À propos des réponses à la question 17, les qualités qui ont été nommées prioritaires à propos de l'éducation des enfants appartiennent dans leur majorité au registre de la Modernité (3items: le sens des responsabilités + la tolérance et le respect des autres + l'esprit de volonté et de persévérance) en dépit de la Tradition (2 items: la foi religieuse + les bonnes manières). Au titre des réponses de la dix-huitième question, ont été approuvés quatre items de la « Modernité », contre seulement deux de la « Tradition ». Quant à la dix-neuvième question, tous les items (6/6) ont approuvé des tendances traditionalistes en matière de la possibilité d'avoir des rapports sexuels consentis hors-institution, de vivre en concubinage, d'obéir aux parents pour empêcher leur bannissement, de la possibilité de remettre ses parents âgés dans un hospice, de l'obligation des parents de faire de leur mieux pour leurs enfants même en dépit de leur propre bien-être, et de la nécessité, pour une femme, d'avoir un enfant pour être épanouie. En synthèse, le troisième axe ratifie dix items formant partie du registre « Tradition ». Au registre « Modernité », sept items ont été ratifiés. L'interprétation dégagée des chiffres valide la troisième hypothèse.

Hypothèse 4:

En ce qui concerne la 20^{ème} question, les réponses ont approuvé à parts égales 3 portraits de personnalité du registre « Modernité » et 3 portraits du registre « Tradition ». Par voie de conséquence, trois items approuvent une présence d'autonomie et les trois autres en représentent un manque. Statistiquement, nous sommes à l'état initial dans la question actuelle. Parmi les trois sphères de l'auto-reconnaissance, les réponses ont révélé la confirmation des trois items (auto-reconnaissance affective + auto-reconnaissance juridique + auto-reconnaissance sociale). En rapport avec la 22^{ème} question, les réponses nous enseignent un manque d'autonomie et d'individualisation dans la mesure où elles expriment une dévalorisation de son habileté politique à dire son mot sur ce que fait le gouvernement. Quant aux réponses relatives à la 23^{ème} question, elles se considèrent en majeure partie détentrices de choix et de contrôle de sa propre vie. En récapitulation, neuf indicateurs manifestent une prédisposition d'autonomie et d'individualisation, contre 4 indicateurs qui traduisent un manque d'autonomie et d'individualisation. Il en résulte que l'hypothèse n'est pas validée.

Hypothèse 5:

Les réponses à la 26^{ème} question indiquent que, majoritairement, trois quarts des formes d'actions politiques n'ont jamais été entreprises (signer une pétition + participer à des manifestations pacifiques + participer à des grèves). Quant à la 27^{ème} question, les réponses indiquent une absence d'activité politique (pas membre) chez la majorité de la population enquêtée au niveau de tous les types d'associations ou d'organisations proposés (9 types). En ce qui concerne, la 28^{ème} question, il en surgit une forte dépréciation du système politique marocain à être démocratique. Ceci soutient le désintérêt pour la participation politique. Pour le reste des questions (29 + 30 + 31 + 32), la quête d'un système politique démocratique, l'iniquité des chances à participer à la vie politique, l'incrédibilité de la prise en compte des intérêts de tous les citoyens par le gouvernement, et le manque de transparence quant aux décisions politiques prises au Maroc; sont des indices marquant le faible intérêt pour la participation politique. En synthèse, la cinquième hypothèse est validée.

Esquisse de réponse à la question centrale de recherche:

Nous étions partis dans la présente enquête de la question centrale: Comment est-ce que les étudiants universitaires concilient-ils des valeurs de la Tradition avec des valeurs de la Modernité? En vue de réponse, les informations recueillies depuis le terrain nous permettent de relever les indices d'un croisement, pour l'essentiel, métis des valeurs. Il s'agit d'une « réserve » de valeurs appartenant tantôt à la Modernité, tantôt à la Tradition. C'est ainsi que les aspirations quant à l'avenir tendent vers une société où les idées seront plus importantes que l'argent sans toutefois renoncer à une ambition de société conservatrice offrant place à l'autorité. Une approbation de

règles morales en matière publique pourrait être assimilée à une transgression de règles morales en matière privée.

Si la signification de base accordée à la religion tend quelquefois à donner un sens à la vie dans ce monde, ce n'est pas pour autant méconnaître un autre monde qui constituerait le monde éternel où le salut est préservé. De même, aspirer à une laïcisation de l'espace public s'associe à un souhait d'avoir une liberté explicite de conscience mais à moins, l'enseignement de la religion à l'école devrait concrètement se maintenir. De leur part, les repères de la future éducation des générations prochaines accomplissent des qualités de réalisation personnelle susceptibles d'avoir le « salut » mondain mais conditionné d'appétence pour une conformité à la foi religieuse sans laquelle l'« au-delà » serait raté.

En admettant l'idée de l'activité rémunérée de la femme, ça n'empêche pas qu'à l'origine, son rôle idéal devait être au foyer, se contentant de cet épanouissement que lui procure son enfant, si ce n'était les pressions économiques de la vie moderne. Le cas échéant, il serait possible de se marier avec une femme non vierge même s'il est inadmissible d'avoir des rapports sexuels hors-mariage. C'est l'« impératif pragmatique » qui détermine donc le réaliste consistant à atteindre ses objectifs suivant le contexte. Tout est juste, vrai et beau dès lors qu'il est bénéfique et profitable.

Les valeurs traditionnelles des individus constituent une « garantie » afin de réaliser leurs projets sans attirer l'attention des autres mais, parallèlement, il serait préférable de faire les choses comme bon lui semble. Ainsi, il serait judicieux de refuser de voir son existence, ses valeurs et ses normes déterminées par une instance extérieure, sans, toutefois, renoncer à la Tradition, à la famille et à la religion qui transmettent les coutumes à suivre. Ces trois instances ne peuvent, en aucun cas, être extérieures aux individus. En d'autres mots, le sujet et l'objet sont devenus indistinctement perceptibles. Cela veut dire aussi qu'elles ne sont guère des instances extérieures aussi longtemps qu'elles assistent les initiatives stratégiques des individus.

Cette « réserve » combinant des valeurs de deux modes de pensée diamétralement opposés que sont la Tradition et la Modernité confère aux individus des choix multidimensionnels, peu importe qu'ils soient incohérents ou paradoxaux, l'essentiel est d'avoir des « soldes de secours » pour toute situation, quelle qu'elle soit, de ce monde (des vivants), ou de l'autre monde (des morts). Dans cette perspective, le rationnel et l'irrationnel ne seraient que deux réalités qui coexistent sans aucun désagrément. L'ennuyeux, par contre, serait de renier ou de mésestimer l'une ou l'autre de ces deux réalités. À cette fin, nous dirons, en vertu de réponse à la question centrale de la recherche, que les valeurs des étudiants universitaires oscillent en va-et-vient, avec complexité, entre des valeurs de la Modernité et des valeurs de la Tradition selon attitude pragmatique et stratégique. Dès lors, l'hypothèse générale de l'étude est validée.

Conclusions

Il est difficile de terminer notre étude avec des réponses définitives aux questions de départ et aux interrogations qui sont nées tout au long de son développement. Dès le début, nous avons pu constater que s'il y a un champ où les changements sont toujours complexes et équivoques et où les concepts sont continuellement soumis à une logique d'inconstance et d'instabilité, c'est bien celui de la culture et des valeurs. L'hypothèse simpliste d'une Modernité bornée par la rupture avec la Tradition, conduite par la seule raison scientifique ou d'une Tradition enfermée dans ses cadres référentiels de l'« éternel hier », acheminée par la seule autorité du passé ; cette hypothèse n'est plus tenable dans un monde multidimensionnel, à réalités complexes dont le rationnel n'est pas l'unique pratique courante aussi longtemps que les valeurs des individus empruntent des voies tortueuses et progressent suivant une stratégie où il est généralement difficile de discerner les bonds en avant des pas en arrière.

Les valeurs des étudiants universitaires des établissements à accès non sélectif connaissent donc une oscillation chancelante entre la fidélité aux paramètres traditionalistes, d'une part, et la quête d'une nouvelle réalité axiologique inéluctable aux conditions de la vie dans la Modernité. Leur champ axiologique peut être synthétisé par une série de remarques conclusives. *L'enchevêtrement des valeurs de la Tradition et des valeurs de la Modernité* a pour résultat qu'entre des tendances à la soumission et des aspirations à la « majorité », le champ des valeurs des étudiants est voué à l'incompatibilité. *La légère tendance à la sécularisation* engage que l'université offre la potentialité de se défaire des contenus d'un enseignement religieux préuniversitaire d'impact spécifiquement idéologique. Dans cette perspective, elle solliciterait une réclamation de laïcité. Le cas échéant, l'« impératif laïque » ne serait ni le diktat de l'athéisme, ni la guerre déclarée à l'islam, ni la dépravation des mœurs non plus une simple tolérance, mais un droit.

Par ailleurs, *l'attachement à la famille ancré dans le traditionnel* fait que les normes de conformisme continuent à produire des idéaux en éducation familiale, et ceci témoigne d'une intention de pérennisation des structures en cours aussi familiales que politiques. Les rapports enfants-parents sont définis par l'obéissance afin d'éviter tout bannissement. Les deux déterminants principaux « jeunesse » et « instruction » semblent ne pas animer les tendances des étudiants universitaires, plus disposés dans l'ensemble à obéir à l'autorité de la paternité. Ce sont toujours la stabilité et la hiérarchie des rôles familiaux qui sont valorisées. Entre essence familiale du politique et essence politique du familial, en sus du religieux, l'héritage familial des valeurs et des systèmes culturels continue de pivoter autour du politique. De ce point de vue, la question de la famille devient une question remarquablement politique à partir de ce que les individus, en l'occurrence les étudiants universitaires, estiment à son égard. Dans cet ordre d'idées, la famille est le principe même de la survie de la nation et de l'État.

Il a été dégagé à partir de notre étude une *surestimation en matière d'autonomie et d'individualisation* chez les étudiants universitaires. En principe, la reconnaissance d'un haut degré d'autonomie entreprend l'accès à la pleine citoyenneté des individus. Le cas échéant, il est laissé entendre l'accès concret à un ensemble de droits: civils, politiques et sociaux; pour autant, ce n'est pas le cas, comme nous avons vu, en liaison avec la participation et le degré d'estimation de son utilité quant au politique. Si les résultats de l'enquête enseignent de fortes prétentions en matière de l'autonomie et du rapport positif à soi, c'est parce que le discours sociopolitique appliqué au public tend plutôt vers la formation de « têtes futiles » à travers la « popularisation » de concepts philosophiques et juridiques en procédant à leur « dilution ». Ceci pourrait s'élucider par l'exemple des médias nationaux qui consacrent peu de temps à des émissions dédiées aux jeunes générations et privilégient avant tout le divertissement au détriment de l'éducation et de la culture. Dès lors, le rôle de l'Université et de l'école en général est mis en question vu le niveau de conscience des étudiants.

Pour sa part, *La dépolitisation et la défiance vis-à-vis le politique* cerne un abstentionnisme « avancé » qui se manifeste également par la faible participation associative et la déficiente implication dans des organisations bénévoles. Toute autonomisation des élites politiques devrait passer *a priori* par l'Université, or celle-ci est largement tarie de ses fonctions à former de futurs cadres à esprit critique. Si nous parlons de déperdition pédagogique au niveau de l'école, la déperdition en capital humain s'avère de plus en plus sérieuse. Et c'est ainsi que tout processus de développement devrait inéluctablement avoir comme intermédiaire la réhabilitation des structures intellectuelles de la jeunesse. Au demeurant, l'effet « discipline de formation universitaire » oblige. Les sciences humaines, entre conformisme et rejet, ont considérablement balisé le cheminement de notre étude.

Dans l'ensemble, les étudiants de la F.L.S.H tendent plus que ceux des deux autres établissements à approuver les items de la Modernité. Ils sont plus « ouverts » et moins « passifs » à l'exception des étudiants de l'instruction religieuse. En parallèle, leur degré d'adéquation est de moins marqué. Par voie de conséquence, si on croit encore que le changement devra passer scrupuleusement par le chemin de l'Université, les sciences humaines en auraient le premier mot à dire malgré la divergence des filières et des matières enseignées au sein des Sciences de l'Homme. Deux profils « typiques » se sont manifestés chez les étudiants de sociologie et des « sciences de la religion », avec des convictions contradictoires qui continueront à cohabiter sans pour autant pouvoir déterminer de vraies issues de changement.

Enfin, *le rôle de l'université est mis en question*. L'autonomie de l'Université et son indépendance de l'asservissement politique forment aujourd'hui plus que jamais une quête sociétale de grande envergure. Le modèle de gouvernance centré autour de l'État ne permet guère de liberté académique et scientifique. Dans cette direction, poser des questions, avoir l'esprit critique et

recherche, et s'allouer d'une pensée appuyée sur le raisonnement rigoureux deviennent des initiatives rebelles et indisciplinées alors même que se contenter de la recherche bornée par les directives formalistes structurées devient un choix académique autocensuré plus « sécurisé », or, la liberté académique ne doit en aucun cas se soumettre au volontarisme. L'exclusion ou la marginalisation des sciences humaines en dépit des sciences appliquées dites plus adéquates aux exigences du Marché rend tout changement social inconcevable.

La jeunesse estudiantine est déchirée entre deux tendances majeures en matière des valeurs. Le dilemme Tradition-Modernité paraît insoluble. D'une part, l'hégémonie du passé éternel appuyée par les courants idéologistes dominants œuvre à pérenniser le statu quo. D'autre part, les exigences de la Modernité n'exonèrent point l'individu moderne de vivre en compatibilité avec l'esprit de la Modernité. Il est donc temps de résoudre et de trancher. La conciliation « forcée » de ces valeurs inconsistantes se réfléchit dans les portraits de personnalité des individus, leurs perceptions, et leurs attitudes, qui deviennent *ni chair ni poisson*. Ils se veulent à la fois être modernistes et traditionalistes. Cette antinomie apparaît dans les comportements civiques et sociaux des élèves marocains, condamnés à des dysfonctionnements imputables aux dissonances et aux incohérences des valeurs dans les matières enseignées (Maroc, CSEFRS, 2017).

Concilier des valeurs de la Tradition avec des valeurs de la Modernité n'est valable que pour justifier un contexte sociopolitique dominant et le maintenir immuable en légitimant ses fondements sociohistoriques. Il n'est nullement envisageable prétendre à la Modernité sans modernisation des structures mentales, morales et intellectuelles. Avoir sa propre Modernité, c'est, avant tout, un processus naturel, différencié de toute « importation adaptée » ou « insertion forcée ». C'est une des raisons pour dire encore une fois que tout changement social est essentiellement un changement de valeurs. Ce changement est immanquablement tributaire de l'Université. Approfondir les études sur les valeurs des acteurs universitaires s'avère désormais d'une grande nécessité.

Bibliographie

- Acemoglu, D. & Robinson, A. J. (2012). *Why Nations Fail: the Origin of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Publishers.
- Allaoui, M. (2005). Les tendances culturelles entre unité et diversité. In *Prospective Maroc 2030, Actes du forum 2, La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir*. HCP (Haut-Commissariat au Plan).
- Bargach, J. (2005). Quels horizons pour la famille marocaine de demain ? in *Prospective Maroc 2030, Actes du forum 2, La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir*. HCP.
- Bentahar, M. (2002). *Le Maroc contemporain : immuable et changeant*. Faculté des lettres de Rabat.
- Berrada, A. (2019). *Plaidoirie pour un Maroc laïque*. Tarik.
- Bourquia, R. et al. (1995). L'étudiant et les valeurs. Dans *Jeunesse estudiantine marocaine : valeurs et stratégies*. F.L.S.H. Rabat, Série Essais et Études.
- Chevalier, J. & Gheerbrant, A. (1990). *Dictionnaire des symboles*. Robert Laffont/Jupiter, (11^{ème} réimpression).
- Chraïbi, M. (2013). *Droits humains et autonomisation des droits culturels au Maroc*. Institut Royal de la Culture Amazighe.
- Côté, L. *L'inscription des sociétés non occidentales dans la modernité*. (2015). Presses de l'Université du Québec.
- Couper, M. (2000). Web surveys: A review of issues and approaches. In *Public Opinion Quarterly*, n° 64(4).
- De Tocqueville, A. (2012). *De la démocratie en Amérique* (1835). Institut Coppet, (12^{ème} éd).
- Durkheim, É. (1991). *De la division du travail social*. Quadrige PUF, (2^{ème} édition).
- Durkheim, É. (2014). *Le suicide* (1897), Livre II. Flammarion.
- Ech'cheikh, M. (2007). Esquisse de Mohamed Sabila : Approximation de la Modernité. In *Les marocains et la Modernité : Lecture en six projets intellectuels marocains*. Ramsès, Mars 2007, collection : La Connaissance Pour Tous, N° 34 (en langue arabe).
- El Aoufi, N. & Hanchane, S. (2016). *Les inégalités réelles au Maroc : Une introduction*. Collection Économie Critique.
- El Aoufi, N. (2011). *Le Maroc solidaire : Projet pour un Maroc de confiance*. Économie Critique, El Maârif Al Jadida.
- El Harras, M. et al. (2006). Société, famille, femmes et jeunesse. In *50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour 2025*. IRÉS (Institut Royal des Études Stratégiques) .
- Étienne, J. et al. (2004). *Dictionnaire de sociologie*. HATIER.
- Fallaki, H. et al. (2018). Besoin en estime de soi chez l'étudiant marocain : étude exploratoire chez les lauréats des grandes écoles en phase de pré-embauche. (Proposition du modèle soft-skills). In *International Journal of Management and Marketing Research*, Vol. 2, pp. 132-145.
- Frippiat, D. & Marquis, N. (2010). Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux. In *Population-F*, n° 65 (2).

- Fureix, E. & Jarrige, F. (2015). *La modernité désenchantée : relire l'histoire du XIX^e siècle français*. La Découverte.
- Hedjem, L. (2016). Jehanne ou l'anticonformisme au féminin. In *Topique*, n° 136.
- Hofstede, G. et al. (2010). *Cultures and Organizations : Software of the Mind, intercultural cooperation and its importance for survival*. Mc Graw Hill, (3^{ème} édit.).
- Laroui, A. (1986). *Islam et modernité*. La Découverte.
- Lahire, B. (2021). *L'interprétation sociologique des rêves*. La Découverte POCHE.
- Lechenet, A. (2010). La reconnaissance, condition à l'exercice de la citoyenneté, y compris pour les femmes. In *HAL, archives-ouvertes.fr*.
- Mahfoud, A. & Geoffroy, M. (1994). *Mohammed Abed Al Jabri, Introduction à la critique de la raison arabe*. La Découverte / Institut du monde arabe.
- Maroc, CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental). (2022). Bilan des programmes publics destinés aux jeunes durant la période 2016-2021.
- Maroc, CSEFRS (Conseil Supérieur de l'Enseignement, de la Formation, et de la Recherche Scientifique). (2017). L'éducation aux valeurs dans le système national d'éducation, de formation et de recherche scientifique. Rapport N° 1/17 (version arabe).
- Maroc, CSEFRS. (2023). Les étudiants et la vie universitaire : enquête nationale 2020.
- Maroc, HCP. (2023). La femme marocaine en chiffres-2023.
- Maroc, HCP. (2005). Prospective Maroc 2030 : Éveil aux problématiques du Maroc de 2030.
- Maroc, IRÉS. (2009). Jeunes et participation politique au Maroc.
- Maroc, IRÉS. (2012). Rapport de l'enquête nationale sur le lien social au Maroc.
- Maroc, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, et de l'Innovation. (2024). L'enseignement supérieur en chiffres 2022-2023.
- Martuccelli, D. (2017). *La condition sociale moderne : l'avenir d'une inquiétude*. Folio essais, Gallimard.
- Martuccelli, D. (1999). *Sociologies de la modernité*. Folio essais, Gallimard.
- Mechouat, A. (2013). Le mouvement du 20 février au Maroc : identité, organisation et discours. PAF (Presses Académiques Francophones).
- Mernissi, F. (1992). *La peur-modernité : Conflit Islam démocratie*. Albin Michel.
- Moonen, P. (2017). The impact of culture on the innovative strength of nations : a comprehensive review of the theories of Hofstede, Schwartz, Boisot and Cameron and Quinn. In *Journal of Organizational Change Management*, Emerald insight.
- Ouard, A. (2009). Jeunesse estudiantine, malaise social et religion : La quête de sens. In *halshs, N° 00711351*.
- Palmer, M. & Nedelcovych, M. (1984). The political behavior of Moroccan students. In *Journal of Arab Affairs*, Vol. 3, N° 1.
- Rachik, H. (2005). Dynamique des valeurs communautaires traditionnelles In *Prospective Maroc 2030, Actes du forum 2, La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir*. HCP.
- Rachik, H. et al. (2005). Rapport de synthèse de l'enquête nationale sur les valeurs. In *Cinquantenaire de l'indépendance du Maroc*.
- Rivet, D. (2012). *Histoire du Maroc de Moulay Idris à Mohammed VI*. Arthème Fayard.
- Schnapper, D. (2011). *L'engagement*. Fondapol.
- Schwartz, S. et al. (2012). Refining the theory of basic individual values, in *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol 103(4).

- Schwartz, S. (2006/4). Les valeurs de base de la personne : théorie, mesures et applications. In *Revue française de sociologie*, Vol.47.
- Sechter-Funk, I. (2015). La maternité célibataire au Maroc, entre normes et pratiques. In *Le Maroc au présent : d'une époque à l'autre, une société en mutation*. Centre Jacques Berque.
- Weber, M. *Le savant et le politique*, (1^{ère} édition en 1959), traduit par Julien Freund. (2002). 10/18(nouvelle édition).
- Zekri, K. (2018). *Modernités arabes : de la modernité à la globalisation*. La Croisée des Chemins.